

Actualités IHP 838 : Un exercice d'équilibre

(11 juillet 2025)

La lettre d'information hebdomadaire International Health Policies (IHP) est une initiative de l'unité Politique de santé de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

Dans ce numéro, nous revenons tout d'abord sur le [**sommet BRICS+ au Brésil**](#), tant sous l'angle de la santé mondiale que dans une perspective plus large. Sur ce dernier point, [Oliver Stuenkel](#) a probablement mis le doigt sur le problème en ce qui concerne le « message » de Trump sur Truth Social : « **Qualifier les BRICS d'« anti-américains »** revient à ignorer une évidence : la plupart des membres, à l'exception de la Russie et de l'Iran, entretiennent des liens étroits avec les États-Unis. **Le véritable objectif de Trump ? Augmenter le coût du multialignement pour les pays qui souhaitent entretenir de bonnes relations avec Washington et Pékin.** » En d'autres termes, l'« **exercice d'équilibre** » pour des pays comme l'Inde, l'Arabie saoudite et quelques autres (dont certains envisagent de rejoindre le groupe) devient plus difficile. D'autres ont déjà inventé le terme [de « mondialisation hedged »](#) (), qui désigne le fait pour les pays de cultiver des réseaux de partenariats diversifiés qui limitent leur exposition à l'une ou l'autre des superpuissances. (Soit dit en passant, j'ai beaucoup apprécié [la façon dont Lula a qualifié le FMI et la Banque mondiale de « plan Marshall inversé »](#), même si c'est peut-être un peu exagéré. Mais je suppose qu'Attiya Waris et Lyla Latif sont tout à fait d'accord avec Lula, puisqu'ils ont présenté « [la Maison de fiscale la sagesse](#) lors de la quatrième Conférence sur le financement pour le développement (FfD4) à Séville).

Alors que [les négociations sur la phase suivante de la pandémie ont repris mercredi à Genève](#) (avec le nouveau groupe de travail intergouvernemental chargé de [négocier](#), entre autres, [une annexe à l'accord sur la pandémie](#) relative à un système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS)), en Afrique du Sud, [une autre réunion](#) (hybride) [du groupe de travail du G20 sur la santé](#) () s'est tenue cette semaine (8-9 juillet). Ce week-end, [la 13e Conférence internationale sur le VIH \(IAS\) s'ouvre à Kigali, au Rwanda \(du 13 au 17 juillet\)](#). Contexte : [Rapport mondial 2025 sur le sida](#) de l'ONUSIDA (W Byanyima : « *Ce n'est pas seulement un déficit de financement, c'est une bombe à retardement* »). Nous souhaitons également attirer votre attention sur le **Forum politique de haut niveau (FPHN) sur le développement durable**, organisé sous l'égide de l'ECOSOC, qui s'apprête à débuter [à New York](#) (du 14 au 23 juillet) et dont l'**ODD 3** figure également à l'ordre du jour. Il s'agit [du premier FPHN depuis le Sommet de l'avenir de 2024](#).

En parlant de **développement durable**, j'ai une petite idée de ce que Trump et Netanyahu qualifiaient de « développement durable » ces jours-ci (à supposer que Donald et ses acolytes n'aient pas complètement « annulé » le terme).

Pendant ce temps, lors de la **conférence Global Tipping Points** qui s'est tenue la semaine dernière au Royaume-Uni, [des scientifiques de l' ont déclaré que la fenêtre pour éviter des effets climatiques irréversibles « se refermait rapidement »](#). De mon point de vue, bon nombre de nos dirigeants brutaux (avec *le tyran planétaire en tête*) ne tentent même pas de trouver un équilibre entre «

économie et limites planétaires » pour éviter une aggravation catastrophique du changement climatique.

Reste à voir si la **COP30 au Brésil** (prévue en novembre) pourra changer notre trajectoire actuelle vers l'enfer. Mais à tout le moins, comme l'affirment J. Watts et ses collègues, « **les points de basculement doivent figurer à l'ordre du jour de la COP30** ». Et j'ajouterais qu'ils font partie intégrante de « l'économie de la santé pour tous ».

PS : Et où est le bon côté de la semaine, me demanderez-vous ? Pas d'inquiétude : la semaine prochaine, il n'y aura pas de newsletter IHP. Vous pourrez donc vous reposer ☺. Prochain numéro : vendredi 25 juillet.

Bonne lecture.

Kristof Decoster

Article vedette

Sous la berceuse : la douleur d'une mère inaudible, invisible, sans réponse

Aishwarya Jha (chirurgienne-dentiste (Inde), étudiante en master de santé publique à l'université de Lund)

En Inde, la maternité est célébrée avec dévotion : on chante des chansons, [on prodigue des bénédictions](#) et on dit souvent à la femme qu'elle est « renaît » après avoir donné naissance. Mais que se passe-t-il si, au milieu de tous ces rituels et de toute cette vénération, elle se noie dans une tempête invisible ? Que se passe-t-il si, alors que le monde se réjouit de l'arrivée d'une nouvelle vie, elle lutte en silence contre des pensées de désespoir, de solitude et même de mort ?

[L'anxiété et la dépression périnatales](#) sont courantes pendant la [période périnatale](#). Elles touchent environ 1 femme sur 10 dans les pays à revenu élevé (PRH) et même 1 femme sur 5 dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), ce qui souligne l'importance du soutien à la santé mentale périnatale à l'échelle mondiale.

En Inde, la situation est particulièrement préoccupante : [on estime que 22 % des mères indiennes](#) souffrent de dépression post-partum, ce qui souligne le besoin urgent de sensibilisation, de ressources et de soutien en matière de santé mentale maternelle.

Pourtant, la plupart de ces mères passent inaperçues, leur souffrance mentale étant considérée comme un simple « baby blues » passager. Dans de nombreux cas, la réalité est toutefois bien plus sombre.

Une épidémie silencieuse

Sur son site web, l'UNFPA Inde décrit [le cas](#) d'une femme au foyer de 33 ans vivant à Delhi. « Deux semaines après avoir accouché, elle s'est retrouvée en proie à l'insomnie, à des pensées négatives et à une anxiété paralysante. Elle a essayé d'en parler à sa famille, mais celle-ci a balayé ses propos en les attribuant à de simples changements hormonaux. Ce n'est que lorsqu'elle a tenté de se suicider que son mari a pris conscience de l'urgence de la situation et l'a emmenée voir un thérapeute. » Elle a été diagnostiquée avec une dépression [périnatale](#), une maladie dont elle n'avait jamais entendu parler auparavant.

Elle est loin d'être la seule dans ce cas. Comme le rapporte un article du Guardian publié il y a quelques années, [une femme](#), autre un mois seulement après avoir accouché, s'est retrouvée déchirée entre un amour immense et une envie inexplicable de faire du mal à son bébé. « Il y avait des moments où j'adorais ma fille », a-t-elle avoué, « et d'autres où j'essayais de l'étouffer avec un oreiller ». Comme le mentionne l'article, ce cas particulier s'explique mieux par [une psychose post-partum](#), un trouble mental rare mais grave qui touche environ 0,1 % des nouvelles mères. La psychose post-partum est une urgence médicale caractérisée par des hallucinations, des délires, de la confusion et, dans certains cas, des pensées violentes envers l'enfant. [Les mères qui souffrent de ce trouble ont souvent du mal à réagir émotionnellement à leur nouveau-né et peuvent se sentir détachées, dépassées ou dangereusement conflictuelles.](#)

Si la psychose post-partum est sans doute rare, la dépression périnatale, elle, ne l'est pas du tout. Il ne s'agit donc pas d'incidents isolés dans mon pays, mais plutôt des échos d'une crise que nous refusons de reconnaître.

Attentes culturelles et santé mentale

Dans un pays où l'image divine de la mère est profondément ancrée dans la culture, les troubles mentaux sont considérés comme un échec. Une mère est censée se sacrifier, être infiniment attentionnée et résistante à toute souffrance. Si elle parle d'épuisement ou de tristesse, elle est faible. Si elle ose dire qu'elle est malheureuse, elle est ingrate. Cette stigmatisation oblige de nombreuses femmes à souffrir en silence, de peur d'être jugées, rejetées ou considérées comme de mauvaises mères.

[La politique nationale de santé de 2017](#) et [la loi sur la santé mentale de 2017](#) reconnaissent la santé mentale comme un droit fondamental, mais ne traitent pas spécifiquement de la santé mentale périnatale. Alors que les politiques se concentrent sur les enfants et les personnes âgées, le bien-être mental des mères, qui est le fondement même de la santé familiale, reste invisible. Les conséquences ? Les femmes souffrent en silence, leurs difficultés masquées par le vernis des attentes de la société.

Négligence historique de la santé mentale des mères

L'Inde s'est historiquement concentrée sur la réduction de la mortalité maternelle et infantile. On peut affirmer que cela a conduit à [des progrès significatifs dans en matière de santé physique](#) les interventions . Cependant, l'accent mis sur la survie a éclipsé l'importance du bien-être mental.

Le site web de l'UNFPA Inde cite l'exemple d'Usha Mandal, une mère de 28 ans originaire du Bengale occidental, livrée à elle-même. [Privée thérapie en raison de sa caste](#), dépourvue d'indépendance financière et trop déprimée pour consulter un médecin, elle a cessé de se rendre aux consultations prématernelles. Son corps mal nourri n'a pas pu soutenir son enfant et elle a donné naissance à un enfant mort-né. Dans son chagrin, elle a révélé : « Je n'étais même pas assez lucide pour manger. Je cachais la nourriture qu'on me donnait sous mes couvertures et je la jetais quand personne n'était là. »

Il y a beaucoup de femmes comme elle, dont nous ne connaîtrons jamais l'histoire.

De plus, la dépression périnatale n'affecte pas seulement les mères, elle affecte des générations entières. Des études montrent que les enfants dont la mère a souffert de dépression sont plus exposés au TDAH, aux troubles du comportement et à l'instabilité émotionnelle. Elle affecte même les nouveau-nés sur le plan physique, entraînant un faible poids à la naissance, une naissance prématurée et une insuffisance placentaire.

Non, ce n'est pas seulement le « baby blues »

Certains affirment que les nouvelles mères se sentent naturellement dépassées, que l'épuisement et les changements émotionnels font partie du processus. Ils rejettent la dépression périnatale comme une réaction excessive à un stress temporaire. Mais dirions-nous la même chose si les symptômes d'un patient diabétique étaient écartés comme de « simples fluctuations de glycémie » ?

La différence entre le « baby blues » et la dépression périnatale est flagrante. Le « baby blues » désigne des sautes d'humeur légères et passagères, tandis que la dépression périnatale est un trouble clinique qui peut persister pendant des mois, voire des années, s'il n'est pas traité. Les conséquences sont graves, mais nous choisissons de les ignorer au profit d'un discours commode selon lequel la maternité est toujours joyeuse, toujours épanouissante et jamais terrifiante.

Il est grand temps d'écouter les cris silencieux des mères

Toutes les mères méritent d'être écoutées, comprises et soutenues, non seulement dans leur corps, mais aussi dans leur esprit. Car si nous n'écoutes pas leurs cris silencieux aujourd'hui, nous ne les entendrons peut-être que lorsqu'il sera trop tard.

Et d'ici là, la berceuse aura peut-être déjà cessé de résonner.

Les temps forts de la semaine

La lecture de la semaine

Globalisation et santé - Comprendre l'économie politique de la réforme des initiatives mondiales en matière de santé - perspectives mondiales et nationales

S Witter et al ;<https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-025-01129-0>

« Il existe une dynamique croissante visant à adapter les indicateurs de santé mondiaux à l'éventail plus large des menaces sanitaires mondiales actuelles, telles que les maladies non transmissibles, les crises humanitaires et le changement climatique, dans un contexte de réduction récente de l'aide. Cependant, les tentatives de réforme se heurtent à la politique économique des structures actuelles... »

« Dans cet article, nous nous appuyons sur des recherches menées dans le cadre du processus Future of Global Health Initiatives... »

Consultez les **résultats**.

Conclusion : « Les initiatives mondiales en matière de santé ont joué un rôle important dans l'écosystème mondial de la santé, mais malgré l'existence de structures formelles de responsabilité incluant les gouvernements bénéficiaires, **la responsabilité effective a été concentrée vers le haut, vers les bailleurs de fonds, avec des stratégies de gestion des risques qui privilégient le suivi des ressources plutôt que l'amélioration des performances des systèmes de santé nationaux.** Il sera difficile de parvenir à un consensus sur les réformes, mais **les pressions financières actuelles et les nouvelles menaces créent un sentiment d'urgence qui pourrait faire évoluer les positions.** L'analyse de l'économie politique peut modéliser et influencer ces débats. »

Sommet BRICS+ à Rio de Janeiro (6-7 juillet)

En tant que président tournant du bloc, le Brésil a accueilli le sommet sous le thème « **Renforcer la coopération entre les pays du Sud pour une gouvernance plus inclusive et durable** ».

Déclaration commune des dirigeants – Le sommet des BRICS signe à Rio un engagement historique en faveur d'une gouvernance plus inclusive et durable

<https://brics.br/en/news/brics-summit-signs-historic-commitment-in-rio-for-more-inclusive-and-sustainable-governance>

« Lors de la 17e réunion de haut niveau des dirigeants, **les BRICS ont adopté 126 engagements couvrant la gouvernance mondiale, les finances, la santé, l'intelligence artificielle, le changement climatique et d'autres domaines stratégiques.** »

En matière de santé : « En ce qui concerne la santé, les pays ont reconnu l'interdépendance des défis mondiaux dans ce domaine et leurs implications transfrontalières. **Ils ont réaffirmé leur engagement à renforcer la gouvernance mondiale de la santé en renforçant la coopération et la solidarité internationales.** « Nous sommes déterminés à soutenir activement les efforts visant à renforcer l'architecture mondiale de la santé en promouvant l'égalité, l'inclusion, la transparence et la réactivité. Cela garantit qu'aucun pays ne sera laissé pour compte dans la réalisation des objectifs de développement durable liés à la santé », affirme la déclaration commune des BRICS. Une autre étape importante est le **lancement du Partenariat pour l'élimination des maladies déterminées par la société**, qui promeut l'équité en matière de santé et démontre l'engagement des BRICS à s'attaquer aux causes profondes des disparités en matière de santé, telles que la pauvreté et l'exclusion sociale. »

PS : « ... **En préparation de la COP30, qui se tiendra également sous la présidence du Brésil en novembre, les pays ont reconnu le Fonds pour la forêt tropicale pour toujours (TFFF) comme un mécanisme innovant permettant de mobiliser des financements à long terme pour la conservation des forêts tropicales, encourageant ainsi les dons ambitieux de partenaires potentiels...** ».

- Pour tout ce qui concerne la santé mondiale, veuillez lire **les sections 106 à 108 de la déclaration commune du 17e sommet des BRICS.**

Quelques tweets du Dr Tedros

« Mes messages clés aux dirigeants du sommet #BRICS2025 : 1. Défis et importance du multilatéralisme — L'adoption de l'accord #PandemicAgreement est une indication claire que le multilatéralisme est bien vivant. 2. Réductions de l'aide publique au développement — À l'avenir, il est essentiel que les pays mobilisent leurs ressources nationales et encouragent l'autosuffisance afin de parvenir à la #SantéPourTous. 3. IA et autres outils numériques — L'avenir des services de santé est numérique, il est donc vital d'investir dans l'IA et d'autres outils numériques. Il est essentiel que ces outils soient utilisés de manière sûre, éthique et équitable. En travaillant ensemble dans le cadre du multilatéralisme, nous pouvons créer un monde plus sain, plus sûr et plus juste. »

« Les dirigeants des pays du BRICS ont démontré leur engagement en faveur de la santé dans une déclaration forte intitulée #BRICS2025. Je remercie les présidents, les premiers ministres et le ministre des Affaires étrangères d'avoir réaffirmé : - leur soutien à l'OMS, y compris sur le plan financier ; - leur engagement en faveur de l'Accord sur les pandémies, y compris les négociations relatives à l'annexe sur l'accès aux agents pathogènes et le partage des avantages ; - leur engagement en faveur de la santé numérique et de l'IA, d'environnements sains, de l'élimination de la tuberculose et de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens ; - leur engagement en faveur de la couverture sanitaire universelle et des soins de santé primaires ; - leur engagement en faveur de la prévention des maladies avant la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur les maladies non transmissibles ; - le lancement du Partenariat pour l'élimination des maladies déterminées par le milieu social ; - leur engagement à mettre fin à la pauvreté, à favoriser l'inclusion sociale et l'équité en matière de santé. Ensemble, pour la santé pour tous ! »

« Lors de la session #BRICS2025 sur l'environnement, la #COP30 et la santé mondiale, voici les trois points que j'ai soulevés auprès des dirigeants : 1. La santé est l'argument le plus fort en faveur de l'action climatique. Il ne peut y avoir de population en bonne santé sur une planète malade. 2. Nous disposons des outils nécessaires pour agir. 3. Mais nous avons besoin de nouvelles sources de financement pour les mettre en œuvre. Je félicite le président @LulaOficial et la présidence brésilienne du BRICS d'avoir donné la priorité à la #CriseClimatique et à la santé lors de ce sommet. »

Les ministres du BRICS approuvent des déclarations communes contenant des engagements visant à renforcer la coopération économique

<https://brics.br/en/news/brics-ministers-endorse-joint-declarations-containing-commitments-to-strengthen-economic-cooperation>

« Le samedi 5 juillet, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des États membres du BRICS ont approuvé trois déclarations contenant des engagements visant à renforcer le multilatéralisme et à favoriser le développement économique entre les pays membres. Outre le document ministériel, le groupe a adopté une déclaration spécifique en faveur de la Convention-cadre des Nations unies sur la coopération internationale en matière fiscale, ainsi que la révision des quotes-parts du FMI, afin de soutenir la réforme du système financier international... »

- Voir aussi [Reuters - Les ministres des Finances des pays du BRICS présentent une proposition commune pour du FMI](#) la réforme

« Les ministres des Finances du groupe des pays en développement BRICS ont appelé samedi à une réforme du Fonds monétaire international, notamment une nouvelle répartition des droits de vote et la fin de la tradition de gestion européenne à la tête de l'institution. La déclaration commune des ministres des Finances du groupe marque la première fois que les pays du BRICS s'accordent sur une position commune concernant les réformes proposées... »

- Et via Reuters - [Les BRICS vont lancer un fonds de garantie pour stimuler les investissements dans les pays membres, selon des sources](#) (de la semaine dernière)

« Les BRICS prévoient de créer d'ici fin 2025 un fonds de garantie soutenu par la Nouvelle banque de développement, destiné à réduire les coûts de financement et à attirer des investissements privés importants pour des projets de développement durable dans les pays membres. Cette initiative, inspirée de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) de la Banque mondiale, vise à faire face aux fluctuations des investissements mondiaux dans un contexte d'incertitude entourant la politique économique américaine, ont déclaré des sources anonymes... »

« ... Les responsables brésiliens considèrent ce fonds comme la pièce maîtresse du programme financier des BRICS pendant la présidence tournante du pays. ... »

UN News – « La coopération est la plus grande innovation de l'humanité », déclare le secrétaire général de l'ONU lors du sommet des BRICS

« Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a averti lundi que l'environnement était attaqué sur tous les fronts et a appelé la communauté internationale à s'attaquer de toute urgence à l'intersection des questions de santé et de climat. » « S'exprimant lors du 17e sommet des BRICS à Rio de Janeiro, au Brésil, il a souligné l'impact humain de la destruction de l'environnement et du changement climatique. Et à mesure que les catastrophes environnementales se multiplient, les objectifs de développement durable sont également laissés pour compte. ... »

Quelques analyses et lectures plus générales sur le sommet BRICS+

Facultatif.

- Foreign Policy - [À Rio, les BRICS tentent de jouer la carte de la prudence](#) (par Oliver Stuenkel)

(accès restreint) « L'accent mis par le sommet sur le développement économique et le climat a tout de même réussi à provoquer des menaces de la part de Trump. »

Pour quelques messages clés, voir ce [fil de discussion de Stuenkel sur X :](#), notamment : « ... Le véritable objectif de Trump ? Augmenter le coût du multialignement pour les pays qui souhaitent entretenir de bonnes relations avec Washington et Pékin. La stratégie de Trump pourrait fonctionner à court terme. Peu de dirigeants se sont rendus à Rio. Les dirigeants turc et mexicain ont

fait l'impasse. Les nouveaux partenaires des BRICS, comme le Vietnam et le Nigeria, observent la situation de près... ».

- [Reuters - Les BRICS s'accordent sur une déclaration commune avant des dirigeants à Rio](#) le sommet
- [Reuters - Les dirigeants du groupe BRICS en pleine expansion se réunissent pour de Rio](#) le sommet

« Le bloc des pays en développement comprend désormais l'Iran et l'Arabie saoudite ; **le sommet de Rio est le premier à accueillir l'Indonésie en tant que membre à part entière** ; Xi Jinping est absent, Poutine participe en ligne, Modi et Ramaphosa sont présents. »

« Les dirigeants du groupe BRICS, qui regroupe des pays en développement en pleine croissance, devaient se réunir dimanche à Rio de Janeiro **pour appeler à une réforme des institutions occidentales traditionnelles et présenter leur bloc comme le défenseur du multilatéralisme dans un monde de plus en plus fracturé. [...]** « Le vide laissé par les autres finit par être comblé presque instantanément par les BRICS », a déclaré un diplomate brésilien qui a souhaité rester anonyme. Bien que le G7 concentre toujours un pouvoir considérable, a ajouté cette source, « il n'a plus la prédominance qu'il avait autrefois ». Cependant, **des questions se posent quant aux objectifs communs d'un groupe BRICS de plus en plus hétérogène, qui s'est élargi pour inclure des rivaux régionaux ainsi que des grandes économies émergentes.** »

PS « ... Le Brésil, qui accueille également le sommet des Nations unies sur le climat en novembre, a saisi l'occasion de ces deux réunions pour souligner la gravité avec laquelle les pays en développement s'attaquent au changement climatique, tandis que Trump a mis un frein aux initiatives climatiques américaines. La Chine et les Émirats arabes unis ont tous deux indiqué lors de réunions avec le ministre brésilien des Finances, Fernando Haddad, à Rio, qu'ils prévoient d'investir dans un projet de fonds pour la préservation des forêts tropicales, selon deux sources proches des discussions sur le financement de la conservation des forêts menacées dans le monde. »

« L'élargissement du BRICS a renforcé le poids diplomatique de cette réunion, qui aspire à parler au nom des pays en développement du Sud, **renforçant ainsi les appels à une réforme des institutions mondiales telles que le Conseil de sécurité des Nations unies et le Fonds monétaire international.** »

- [Chatham House \(Commentaire d'expert\) - Le programme du Brésil au sein des BRICS pourrait être difficile à réaliser après la guerre entre l'Iran et Israël](#) C Sabatini ;

« Le Brésil souhaite poursuivre un programme multilatéral important. Mais la réaction des nouveaux membres à la guerre pourrait éloigner le groupe des objectifs de longue date de Rio. »

« ... Le test est maintenant lancé : un groupe hétérogène BRICS+ peut-il promouvoir de manière collective et constructive le multilatéralisme démocratique, le respect du droit international et la réforme mesurée du système international tels que les conçoit le Brésil ? Et peut-il servir de pivot pour faciliter le rééquilibrage mondial du pouvoir économique, diplomatique et normatif souhaité par le Brésil ? Officiellement, le Brésil est un , qui espère orienter les discussions vers des thèmes concrets : la transition vers l'énergie verte, la coopération en matière de vaccins et

l'extension du statut de nation la plus favorisée à tous les pays de l'Organisation mondiale du commerce. »

« ... En fin de compte, pour le Brésil, l'un des meilleurs résultats du sommet BRICS+ pourrait se produire en marge des discussions officielles. Le Brésil pourrait être en mesure de travailler avec des États membres démocratiques, tels que l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, qui partagent une vision plus large des affaires mondiales, notamment en matière de commerce réglementé (à défaut de libre-échange) et de nécessité d'une réforme inclusive de l'ordre mondial sur les questions défendues par le Brésil. »

- [Guardian - Le sommet des BRICS au Brésil tente de réinventer une approche collective des mondiaux](#) problèmes

« Le président Lula reproche aux pays riches de reculer sur le climat et le commerce, mais le bloc est divisé et déséquilibré. »

« Les tensions internes au sein des BRICS se sont nettement accrues depuis 2014 », a déclaré Oliver Stuenkel, professeur associé à l'École des relations internationales de la Fundação Getulio Vargas (FGV) à São Paulo. « Et cela est devenu encore plus difficile depuis l'invasion russe en Ukraine. »...

« ... selon les analystes, le Brésil ne souhaite pas réapparaître dans le radar tarifaire de Trump ni s'aliéner d'autres pays avant la Cop30. « Il y avait un sentiment général de vouloir rester aussi discret que possible », a déclaré M. Stuenkel. « Le Brésil considère la Cop30 comme la rencontre la plus importante de l'année. Il a identifié le changement climatique comme un sujet sur lequel il peut jouer un rôle de premier plan. » ... Le bloc des BRICS se considère comme la voix des pays du Sud, qui souffrent de manière disproportionnée de la crise climatique. Cela les incite fortement à essayer de réengager les pays riches dans une approche multilatérale d'un problème commun. Le groupe a été salué pour son rôle positif dans l'accord de Paris il y a dix ans... »

- [Chatham House – Le sommet de Rio a montré que les BRICS sont moins anti-occidentaux que la Russie ne le souhaiterait](#) (par N. Sabanadze)

« Tous les membres des BRICS ne souhaitent pas que le bloc soit utilisé par la Russie et la Chine pour remodeler l'ordre mondial. »

« ... Il existe des signes d'un fossé grandissant entre la Russie et la Chine d'un côté, et les autres membres de l'autre, concernant le rôle et l'orientation futurs du BRICS. Le sommet de Rio a montré que tous les membres ne sont pas intéressés par le fait de prendre parti dans une confrontation mondiale entre puissances ou de transformer le BRICS en un outil permettant de remodeler l'ordre mondial. Il a plutôt montré que l'élargissement du BRICS a accentué les divergences stratégiques, rendant difficile pour le BRICS+ de se forger une identité géopolitique claire. Sa principale promesse repose sur l'inclusivité et l'égalité souveraine. Cependant, la recherche d'un équilibre entre expansion, cohérence et efficacité dans la prise de décision a conduit à l'émergence de deux, voire trois niveaux de membres : les cinq membres fondateurs, les quatre nouveaux membres et les pays partenaires sans droit de vote... ».

Préparation du FPHN à New York (14-23 juillet)

IISD - Le FPHN 2025 se prépare à promouvoir des solutions inclusives et fondées sur des données factuelles pour les ODD

<https://sdg.iisd.org/news/hlfp-2025-prepares-to-advance-inclusive-evidence-based-solutions-for-sdgs/>

« Organisée sous les auspices du Conseil économique et social des Nations unies, la session 2025 du Forum sera la première après le Sommet de l'avenir de 2024. »

« Le FPHN 2025 soutiendra la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir et de la Déclaration politique adoptés lors du Sommet sur les ODD en 2023, entre autres résultats, **en vue d'accélérer la réalisation des ODD dans les cinq années qui restent avant l'échéance de 2030. Le FPHN 2025 procédera à un examen approfondi de cinq objectifs : l'ODD 3 (bonne santé et bien-être), l'ODD 5 (égalité entre les sexes), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 14 (vie aquatique) et l'ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).... »**

- [IIDD \(résumé\) - ODD 3 : Assurer une bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout connexes âge](#)

« Ce document examine l'état d'avancement de l'ODD 3 et ses liens avec d'autres objectifs. »

« ... Selon une [note d'information l'ODD 3](#) surpubliée par le Secrétariat des Nations unies avant le FPHN, la santé ne se limite pas au secteur de la santé. La santé étant influencée par des facteurs sociaux, économiques, environnementaux et autres, [des approches intégrées et globales](#) sont nécessaires pour élaborer des politiques qui favorisent et maintiennent une vie saine. La pandémie de COVID-19, le changement climatique, la perte de biodiversité, la pollution atmosphérique, l'urbanisation, les changements démographiques et le vieillissement de la population font partie des [tendances qui constituent des défis](#) pour progresser vers la santé et le bien-être pour tous. ...

.... « Où [en sommes-nousen ce qui concerne l'ODD 3](#) donc ? Depuis le dernier examen du FPHN en 2021, les résultats sont mitigés...

- Connexes : [IISD – Webinaire présentant le FPHN 2025 et soulignant les liens avec](#) le FfD4

« Les panélistes se sont concentrés sur le rétablissement de la confiance dans le multilatéralisme, la relance du discours sur les ODD et les liens avec les résultats de la FfD4.

Plus d'informations sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

Devex - Le Fonds mondial prévoit de réduire de 1,4 milliard de dollars les subventions déjà accordées

Andrew Green ; [Devex](#) ;

« Alors que des inquiétudes subsistent quant au respect des engagements financiers pris par les donateurs, le Fonds mondial réduit considérablement les allocations prévues pour son cycle actuel de subventions et demande aux pays de revoir ces subventions. »

Les réactions sont mitigées.

Global Policy – Un nouveau multilatéralisme pour promouvoir l'équité et l'Agence du Sud : principes, politiques et stratégies pour refondre l'architecture mondiale de la santé

Par Sakiko Fukuda-Parr, Alicia Ely Yamin, et al ;

<https://www.globalpolicyjournal.07.com/blog/07/2025/new-multilateralism-promoting-equity-and-global-south-agency-principles-politics>

« **Sakiko Fukuda-Parr, Alicia Ely Yamin** et leurs coauteurs affirment que nous devons dépasser la nostalgie de l'ordre mondial en matière de santé qui a prévalu jusqu'à présent et nous concentrer sur des innovations créatives et des coalitions afin de garantir l'équité et l'autonomie des pays du Sud à l'avenir. »

« ... S'appuyant sur une récente réunion d'universitaires à Harvard, ce commentaire expose les principes et les stratégies d'un nouveau multilatéralisme en matière de santé mondiale, en mettant l'accent sur les changements structurels à long terme nécessaires pour promouvoir l'équité en matière de santé et une plus grande autonomie des pays du Sud. ... »

HPW - L'Organisation mondiale de la santé poursuit ses coupes budgétaires importantes – L'avenir des priorités stratégiques reste incertain

<https://healthpolicy-watch.news/world-health-organization-advances-deep-staff-cuts-unclear-how-strategic-priorities-will-be-reflected/>

« L'Organisation mondiale de la santé a réduit ses effectifs mondiaux d'environ 221 personnes depuis janvier, passant de 9 452 au début du mois à 9 231, principalement en raison de la résiliation de contrats temporaires et du gel des renouvellements. La plupart des suppressions ont eu lieu au siège de Genève, le plus grand bureau de l'OMS, où 2 938 postes en janvier 2025 ont été réduits à environ 2 782 en juillet. Selon une présentation faite jeudi par de hauts responsables de l'OMS au personnel lors d'une « assemblée publique » mondiale, 194 autres employés dans le monde devraient quitter l'organisation dans les semaines à venir, en raison de départs volontaires à la retraite et de premières séparations. Mais cela reste une goutte d'eau dans l'océan par rapport à ce qui risque de se produire ensuite, avec une réduction potentielle de quelque 20 % du personnel à l'échelle mondiale, et encore plus au siège, selon [les estimations précédentes de l'OMS](#)... ».

« ... Lors de la réunion publique de jeudi, Tedros et la direction ont également dévoilé une première série de propositions concrètes visant à transférer certaines équipes et certains départements de l'OMS/Genève vers d'autres sites moins coûteux. Il s'agit notamment du transfert de certaines fonctions liées aux urgences sanitaires à Dubaï, de la surveillance des laboratoires vers le centre de surveillance des pandémies de l'OMS à Berlin, et de certaines fonctions financières et ressources humaines à Lyon, en France, où l'OMS dispose déjà d'un bureau. ... »

« ... Cependant, après ces déménagements, le travail vraiment difficile commence : il s'agit de définir les postes au niveau des départements, puis de « cartographier » le personnel existant. **Face à ce défi de taille, de nombreux membres du personnel semblent ne pas savoir clairement, à ce jour, dans quelle mesure la nouvelle organisation des départements est stratégiquement liée aux priorités stratégiques de l'OMS.** Au siège de l'OMS à Genève, par exemple, certains membres du personnel ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les départements « **verticaux** » traditionnels chargés des maladies infectieuses continueraient à obtenir de meilleurs résultats que les départements couvrant un large éventail de domaines moins bien financés, tels que les maladies non transmissibles (MNT), qui représentent pourtant la majorité de la charge mondiale de morbidité aujourd'hui. ... »

PS : concernant le **Boston Consulting Group** : « Le directeur des opérations commerciales de l'OMS, Raul Thomas, a déclaré que l'**Organisation réévaluait le contrat en cours à la lumière des récentes informations faisant état de l'implication de deux anciens employés du BCG dans le programme très controversé de distribution alimentaire de la Gaza Humanitarian Foundation, ainsi que dans un autre plan de relocalisation de la population de Gaza.** « Nous avons effectivement été informés de cette situation et nous sommes en discussion avec le BCG. Nous sommes très préoccupés par ce que nous avons lu. Une enquête externe est en cours », a déclaré M. Thomas. « **D'ici la fin de la semaine prochaine, l'organisation décidera si elle poursuivra ou non sa collaboration avec BCG.** « Mais cette question fait l'objet d'un examen attentif », a-t-il déclaré, ajoutant que la direction était « alarmée » par ces informations qui semblaient « contraires aux valeurs de l'organisation ». ... »

CGD (Résumé) Une Organisation mondiale de la santé allégée pour le bien commun

Pete Baker et al ; <https://www.cgdev.org/publication/lean-world-health-organization-global-good>

Allant un peu à contre-courant, ce Brief (comme ses auteurs le reconnaissent eux-mêmes) invite également à réagir en 300 mots.

Cf. Pete Baker sur LinkedIn : « **L'Organisation mondiale de la santé** subit actuellement des coupes budgétaires importantes et une restructuration majeure, mais ces coupes sont-elles davantage motivées par la gestion des parties prenantes que par une vision claire de l'organisation ? Dans cette note de synthèse du CGD, rédigée avec **Rachel Bonnifield** et **Janeen Madan Keller**, nous examinons l'avantage comparatif de l'OMS et soutenons que l'OMS doit reconsiderer ses coupes budgétaires et, à la place, réduire ses bureaux nationaux et son assistance technique, et se recentrer sur le leadership mondial, la sécurité sanitaire mondiale et les biens publics mondiaux, qui constituent le cœur irremplaçable de sa mission et de son mandat. »

Messages clés :

« L'Organisation mondiale de la santé devrait :

1. Formuler une vision claire pour une OMS allégée au service du bien commun mondial, en se concentrant exclusivement sur son avantage comparatif mondial :
 - Le leadership mondial et la capacité de rassemblement
 - La sécurité sanitaire mondiale
 - Les biens publics mondiaux
2. Rééquilibrer considérablement les effectifs et les ressources, en les retirant des bureaux nationaux et de l'assistance technique pour les affecter aux trois priorités du siège
3. Réorienter les bureaux de pays réduits afin de soutenir l'orientation mondiale de l'OMS :
 - Assurer la liaison entre la production de biens publics mondiaux et les besoins des pays
 - Conserver un rôle modeste en matière d'assistance technique directe et de prestation de services dans le domaine de la préparation et de la riposte aux flambées épidémiques
 - Rendre compte directement au siège
4. Donner la priorité et concentrer la production de biens publics mondiaux par le biais d'un comité des États membres, de la consolidation des centres techniques mondiaux, de résolutions de l'AMS assorties de délais et de la coordination avec d'autres partenaires
5. Élaborer un budget transitoire qui protège les pays les plus pauvres et guide rapidement l'organisation vers la vision... »

Devex - Le conseil d'administration accepte que l'ONUSIDA utilise ses réserves pour sa restructuration

<https://www.devex.com/news/board-agrees-for-unaidsto-use-its-reserves-for-restructuring-110465>

« Sans cela, l'ONUSIDA pourrait être confrontée à un déficit de financement en 2026. »

« **Cette décision permet au directeur exécutif de l'ONUSIDA de prélever jusqu'à 15 millions de dollars sur son fonds de réserve opérationnel, qui s'élève à 35 millions de dollars au total.** L'argent provenant du fonds de réserve sera utilisé pour mettre en œuvre ses activités, notamment la restructuration du secrétariat, dont le coût est estimé à 32,8 millions de dollars en 2025 et 2026. Sans cela, l'ONUSIDA pourrait être confrontée à un déficit de 8,7 millions de dollars en 2026... ».

Devex – Stop TB supprime plus d'un quart de son personnel en raison d'un changement de priorités aux États-Unis

<https://www.devex.com/news/stop-tb-cuts-over-a-quarter-of-staff-amid-shift-in-us-priorities-110473>

« **Le partenariat ne peut plus poursuivre certaines de ses activités grâce aux fonds américains.** »

« Le partenariat Stop TB licencie plus d'un quart de son personnel et se réorganise dans un contexte de changements dans le paysage sanitaire mondial. ... **le partenariat ne peut plus poursuivre certaines de ses activités avec des fonds américains.** Cela comprend les activités liées à la diversité, à l'équité et à l'inclusion, ainsi que les coûts liés à la gouvernance, à la communication et

au plaidoyer. En conséquence, le personnel travaillant sur ces questions a été licencié et certains postes ont été supprimés, réduisant ainsi l'organisation de 108 personnes à environ 70...

PS : « ... Ditiu (Stop TB) a déclaré **qu'il continuerait à financer des organisations au niveau national grâce à un nouveau mécanisme de subventions financé par les États-Unis et axé sur la prestation de services.** Le partenariat dispose de 70 millions de dollars dans le cadre de ce mécanisme pour octroyer des subventions à la société civile et aux communautés. **Il prévoit de mettre ces fonds à disposition dans plusieurs pays prioritaires fortement touchés par la tuberculose,** notamment le Cambodge, la République démocratique du Congo, le Kirghizistan, le Mozambique, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, le Tadjikistan, l'Ukraine et l'Ouganda. **Le partenariat continuera également à déployer le projet « New Tools , » (iNTP)** qui apporte des innovations en matière de lutte contre la tuberculose aux pays fortement touchés, **et le Global Drug Facility,** qui soutient l'accès à des diagnostics et des traitements antituberculeux de qualité et abordables... »

Rapport mondial du Lancet – Les hôpitaux financés par la Banque mondiale ont laissé leurs patients avec des « dettes écrasantes »

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)01433-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)01433-3/fulltext)

« Malgré leur promesse de contribuer à réduire la pauvreté, les investissements de la Banque mondiale dans des hôpitaux privés en Afrique de l'Est ont entraîné des dépenses catastrophiques pour de nombreuses personnes. **Ben Dooley et Micah Reddy pour le Consortium international des journalistes d'investigation. »**

Politico - L'Afrique doit empêcher les migrants d'atteindre l'Europe pour conserver les fonds européens, selon un projet

<https://www.politico.eu/article/africa-migration-european-commission-development-aid-budget/>

« **Bruxelles veut lier l'aide au développement à des mesures visant à endiguer les flux migratoires vers l'Europe. Les pays africains devront endiguer les départs de migrants s'ils veulent continuer à bénéficier de l'aide au développement de l'UE, proposera la Commission européenne dans le cadre de son plan budgétaire septennal qui sera dévoilé la semaine prochaine.** Cette idée, qui figure dans un **projet de document interne consulté par POLITICO**, lie l'aide de l'UE aux pays les plus pauvres à des résultats concrets en matière de prévention des migrations vers l'Union. »

« **Elle reflète le durcissement de la position de l'exécutif européen en matière de migration** après que les partis d'extrême droite ont obtenu un soutien important lors des élections européennes de l'année dernière. **Ce changement alignerait le programme de développement de l'UE sur celui des États-Unis et du Royaume-Uni, qui utilisent tous deux l'aide étrangère comme levier pour répondre aux priorités de leurs électeurs nationaux... »**

ODI (rapport de recherche) - Les arguments en faveur du développement en 2025 : explorer de nouveaux discours sur l'aide dans le contexte du nouveau programme stratégique de l'UE

C Kumar et al ; <https://odi.aid-in-the-context.org/en/publications/the-case-for-development-in-2025-exploring-new-narratives-for-of-the-eus-new-strategic-agenda/>

« Alors que le secteur du développement cherche à repenser l'aide, l'occasion se présente de repenser les discours qui sous-tendent la coopération au développement en Europe. **Ce rapport examine trois aspects connexes : Comment les discours sur l'aide publique au développement (APD) ont évolué en Europe. Les nouveaux discours qui émergent avec les nouvelles priorités de l'UE et leurs implications pour l'APD. Quels discours sont susceptibles d'avoir le plus d'impact sur les décideurs politiques pour maintenir des efforts de développement solides et les dépenses d'APD.** »

Stanford Social Innovation Review - Retirer l'expression « aide étrangère »

J Soeripto et al ; <https://ssir.org/articles/entry/retire-foreign-assistance>

« L'aide au développement n'est pas une aumône, mais un **catalyseur pour le partenariat en faveur de la stabilité mondiale.** »

Extrait : « ... Pour commencer, abandonnons non seulement le terme « aide étrangère », mais aussi la façon de penser qui y est associée. Bien menée, l'aide humanitaire et l'aide au développement ne sont pas une aumône, mais un **catalyseur pour un partenariat en faveur de la stabilité mondiale.** Et les mots que nous utilisons pour décrire notre travail façonnent les incitations qui l'entourent. Le terme « aide étrangère » implique une charité envers des étrangers, ce qui incite les décideurs politiques à se demander combien d'altruisme ils peuvent se permettre. En revanche, un **vocabulaire ancré dans la réciprocité – sécurité sanitaire mondiale, résilience climatique et investissements mutuels** – met en évidence **les avantages qui en découlent dans toutes les directions.** Lorsque l'aide est présentée comme une sortie plutôt que comme une forme d'assurance collective, le soutien bipartite s'érode. **Redéfinir le développement comme un travail d', de résilience partagée,** permet non seulement de clarifier pourquoi le retrait est contre-productif, mais aussi de montrer pourquoi le renouveau doit commencer à la base, quelle que soit la couleur politique... »

Il énumère ensuite cinq idées pour reconstruire l'aide.

Devex Invested : Résumé de Séville

<https://www.devex.com/news/ffd4-special-edition-the-key-takeaways-from-four-days-in-sevilla-110448>

« **Un résumé des résultats et des analyses d'experts de la conférence sur le financement du développement.** »

- Voir aussi Devex - [**Édition spéciale FfD4 : Les points clés à retenir de quatre jours à Séville**](#)

« Du 30 juin au 3 juillet, des chefs de gouvernement, des chefs d'entreprise et des représentants des Nations unies ont présenté de nouvelles initiatives sur la dette, l'aide et le financement du développement, établissant ainsi les normes, ou du moins les espoirs, pour les dix prochaines années. »

PS : « Signe des temps : l'aide publique au développement n'apparaît qu'une seule fois parmi les plus de 130 initiatives de la [Plateforme d'action de Séville](#), et encore, dans le cadre d'un engagement [de l'OCDE](#) à renforcer le processus de graduation des bénéficiaires de l'APD... »

Bond - Conférence sur le financement du développement : dernier mot de Séville

<https://www.bond.org.uk/news/2025/07/financing-for-development-conference-last-word-from-seville/>

Extrait : « ... Plus généralement, la présence du secteur privé à la FfD4 a semblé disproportionnée. Six mille représentants du secteur privé ont participé à la FfD4, soit 40 % de l'ensemble des participants, ce qui témoigne d'un renforcement inquiétant de la mentalité privilégiant le financement privé, malgré l'impact limité et démontrable du financement privé sur le développement au cours de la dernière décennie. La prédominance du discours selon lequel le développement est synonyme de croissance et de projets bancables est très préoccupante, car elle sous-estime le rôle des biens publics dans la réalisation d'économies prospères et durables, ainsi que dans une transition mondiale juste dans le contexte du changement climatique. De plus, l'accent mis de plus en plus sur le financement privé international pour remplacer presque entièrement l'APD en baisse va à l'encontre de ce que demandent les PRITI, à savoir des subventions publiques au développement et un financement climatique que les pays du Nord doivent leur. Ce changement est justifié par l'argument selon lequel « les partenaires africains [...] veulent sortir du système d'aide britannique ». Cependant, ce n'est pas le financement concessionnel qui pose problème, mais la manière dont il a été accordé, principalement sous forme de pansement paternaliste plutôt que de moteur d'une transformation profonde, holistique et durable et d'une souveraineté économique.

- Dans le même ordre d'idées, Eurodad rend son verdict : [Notre verdict sur la FfD4 : le travail n'est pas encore fait](#)

« [...] L'orientation du sommet n'a jamais été aussi claire que dans la [promotion intensive du développement mené par le secteur privé](#). Session après session, le financement mixte et la réduction des risques ont dominé les discussions. Un représentant de la branche de prêt au secteur privé du Groupe de la Banque mondiale a rappelé à l'auditoire de la table ronde sur « la mobilisation des entreprises et des financements privés » les propos de son président, Ajay Banga : « L'aide publique au développement est une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux milliers de milliards d' \$ nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable. » C'est l'argument qui a été utilisé pour justifier la promotion incessante des investissements privés dans le développement et les projets liés au climat. Cela inclut la [promotion du Global Gateway de l'UE](#), une stratégie d'investissement visant à utiliser les (maigres) ressources consacrées au développement pour attirer les investissements privés dans des projets d'infrastructure. ... »

Guardian – Le directeur de l'ONUSIDA « bouleversé et dégoûté » par les coupes budgétaires américaines qui entraîneront des millions de morts supplémentaires

<https://www.theguardian.com/global-development/2025/jul/04/us-aid-cuts-kill-millions-unaidss-head-winnie-byanyima>

« Winnie Byanyima a déclaré au Guardian **qu'elle avait envisagé de démissionner lorsque Donald Trump a annulé le financement du Pepfar.** »

HPW - Le PDG de Wellcome appelle à repenser la santé mondiale : « La science seule ne suffit pas »

<https://healthpolicy-watch.news/wellcome-ceo-urges-global-health-rethink-science-alone-is-not-enough/>

« **Le monde est confronté à une crise mondiale du financement de la santé, mais John-Arne Røttingen estime que la solution va au-delà de l'argent. Elle réside dans des partenariats plus solides entre les gouvernements, les chercheurs et les citoyens.** « La science ne suffit pas pour changer le monde », a déclaré M. Røttingen, le nouveau PDG de **l' Wellcome** , l'une des plus grandes fondations mondiales dans le domaine de la santé. « Elle doit s'accompagner d'une collaboration et d'une action à l'échelle de la société. »...

« Lors d'une **conversation approfondie** sur **Trailblazers** avec Garry Aslanyan, **M. Røttingen a parlé de ses valeurs en matière de leadership, de sa vision pour Wellcome et de la nécessité urgente de repenser le financement et la prestation des soins de santé dans le monde.** Ancien directeur du CEPI et ambassadeur de la Norvège pour la santé mondiale, **M. Røttingen a déclaré que les fondations telles que Wellcome doivent agir comme des catalyseurs, et non comme des substituts, du leadership des gouvernements et du secteur privé.** »

« ... **Røttingen a souligné l'importance de l'équité dans le domaine scientifique, appelant à davantage de recherches menées par des experts locaux dans les pays du Sud.** Il a décrit ses visites dans des centres de recherche au Malawi, au Kenya et au Vietnam, où Wellcome soutient des programmes qui combinent la santé des populations et la science de laboratoire de pointe. **Mais la confiance est également essentielle.** «**Nous devons redoubler d'efforts pour renforcer la confiance dans la science** », a-t-il déclaré, citant le scepticisme du public pendant la pandémie de COVID-19. Cela implique notamment d'associer plus directement les communautés à la définition des priorités de recherche... »

CEPS - Pourquoi l'UE a besoin d'un représentant spécial pour la santé mondiale

L Bengtsson et al ; <https://www.ceps.eu/why-the-eu-needs-a-special-representative-for-global-health/>

« ... **La stratégie mondiale en matière de santé promettait d'« agir d'une seule voix » et de faire de la santé un pilier central de l'action extérieure de l'UE.** Les conclusions du Conseil ont soutenu cette approche, appelant à investir dans la diplomatie mondiale en matière de santé et à coordonner le leadership dans les domaines de la politique étrangère, du développement, de la sécurité sanitaire et du climat. Cependant, la mise en œuvre a été entravée par la fragmentation entre les

institutions, entre l' s États membres et dans l'engagement international. En outre, le rapport d'étape de la Commission sur la stratégie a pris un retard considérable. **Un représentant spécial pour la santé mondiale pourrait combler cette lacune.** Relevant du haut représentant de l'UE, un représentant spécial de l'UE (RSUE) dispose à la fois du poids politique et du mandat institutionnel nécessaires pour représenter l'UE dans la diplomatie de haut niveau, coordonner les politiques intersectorielles et assurer la continuité entre les cycles de la Commission... »

FP Analytics - Réinitialisation de la santé mondiale : mettre fin à la tuberculose grâce à des investissements intelligents

<https://fpanalytics.foreignpolicy.com/2025/05/09/stopping-tuberculosis-investments/>

Synthèse de la **table ronde de haut niveau organisée en collaboration avec le Partenariat Halte à la tuberculose** le 23 avril 2025. « ... En avril 2025, Foreign Policy et Halte à la tuberculose ont organisé une table ronde de haut niveau en marge des réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, la deuxième d'une série de discussions lancées lors du Forum économique mondial en janvier 2025. Cette réunion a rassemblé des ministres de la santé, des représentants d'institutions financières multilatérales et des représentants du secteur privé afin de discuter de la nécessité de redéfinir le financement de la lutte contre la tuberculose et d'autres maladies au niveau national et mondial. Les discussions ont porté sur un large éventail de sujets, notamment l'importance des financements innovants et mixtes, la localisation et la mobilisation des ressources nationales, ainsi que les partenariats public-privé. ... Les principales conclusions de la discussion sont les suivantes... »

- Dans le même ordre d'idées : **FP Analytics - Rx for Change Solutions pour un financement durable, équitable et innovant de la santé pour les MNT.** Re une autre table ronde.

M Mazzucato - De Séville à Belém à Johannesburg

https://mariamazzucato.substack.com/p/from-seville-to-belem-to-johannesburg?r=2e6t1&utm_campaign=post&utm_medium=web&triedRedirect=true

« Construire un multilatéralisme qui soit plus grand que la somme de ses parties. »

« Après plusieurs journées intenses (et très chaudes !) passées à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville, un thème général s'est dégagé de nos discussions : la reconnaissance que nous n'avons pas besoin de plus de conférences, de plus de « bla-bla-bla », comme l'a dit Greta Thunberg, mais d'une action concertée et coordonnée inscrite dans le système opérationnel de notre ordre multilatéral. ... Comme l'ont écrit Pedro Sánchez, Lula da Silva et Cyril Ramaphosa dans leur lettre commune au début de cette année, **2025 sera une année charnière pour le multilatéralisme. Les trois grands sommets de cette année – la FfD4 à Séville, la COP30 à Belém et le G20 à Johannesburg – offrent « une occasion unique de tracer la voie vers un monde plus juste, plus inclusif et plus durable ». Mais seulement si nous les considérons comme les maillons d'une chaîne et non comme des événements isolés... »**

Global Solutions Journal (article d'opinion) - Penser global, financer global Vers un avenir plus sain en remodelant le financement mondial de la santé

Axel R. Pries, président du Sommet mondial de la santé, **Carsten Schicker**, PDG du Sommet mondial de la santé ; **Ilona Kickbusch**, fondatrice et présidente du Centre pour la santé mondiale, Institut universitaire de Genève ; **Marinus Fislage**, chercheur associé, Sommet mondial de la santé
https://a.storyblok.com/f/305196/x/c81efea2db/whs_gs_journal_11_s114-2025.pdf

« Au Sommet mondial de la santé, nous plaidons en faveur d'un changement de paradigme, passant de l'aide au partenariat. La santé mondiale ne doit pas être considérée comme une simple initiative humanitaire, mais comme un investissement stratégique source d'avantages mutuels. Dans notre article d'opinion intitulé « **ThinkGlobal , FundGlobal** », nous explorons la nécessité de redéfinir le financement de la santé mondiale afin de favoriser des partenariats durables, transparents et mutuellement avantageux... »

Banque mondiale (document d'information) - Établir des normes et des standards en matière de santé mondiale : défis et opportunités

I Bharali, G Yamey et al
<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/84732d9ab04a4578c83e896c124b3ff7-0050062025/original/Bharali-etal-Standards-in-Global-Health.pdf>

« ... Cette étude explore la pertinence des normes en matière de santé mondiale, ainsi que les dimensions historiques, éthiques, économiques et politiques de la définition et de l'adoption de normes dans ce domaine. Elle examine également les expériences des pays à faible et moyen revenu en matière de normalisation, ainsi que l'influence des associations professionnelles internationales, des multinationales et des institutions multilatérales telles que l'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale et les agences des Nations unies. »

Project Syndicate – Le coût du capital est une urgence de santé publique pour l'Afrique

S Makka et al ; <https://www.project-syndicate.org/commentary/lower-borrowing-costs-for-african-countries-vital-to-global-public-health-by-serah-makka-and-rosemary-mburu-2025-07>?

« En raison du **coût élevé des emprunts**, les gouvernements africains doivent souvent choisir entre rembourser leur dette et investir dans la santé. **Le sommet du G20 de novembre prochain, le premier à se tenir en Afrique et le deuxième avec l'Union africaine en tant que membre permanent**, représente une occasion cruciale de créer de meilleures options. »

Justice fiscale mondiale

Une taxe de 2 % sur la fortune de seulement 3 000 milliardaires pourrait rapporter 250 milliards de dollars par an, selon des économistes lauréats du prix Nobel

<https://johnmenadue.airesus25.com/post/2025/07/two-percent-wealth-tax-on-just-3000-billion-could-raise-0b-a-year-nobel-economists/>

« Sept lauréats du prix Nobel ont publié lundi dans le journal français *Le Monde* une tribune libre préconisant « un impôt minimum pour les ultra-riches, exprimé en pourcentage de leur fortune ».

« Ils n'ont jamais été aussi riches et pourtant, ils contribuent très peu aux caisses publiques : de Bernard Arnault à Elon Musk, les milliardaires bénéficient de taux d'imposition nettement inférieurs à ceux du contribuable moyen », ont écrit **Daron Acemoglu, George Akerlof, Abhijit Banerjee, Esther Duflo, Simon Johnson, Paul Krugman et Joseph Stiglitz**. Citant des recherches pionnières de l'Observatoire fiscal de l'UE, ces économistes de renom ont souligné que « **les personnes ultra-riches paient entre 0 % et 0,6 % de leur fortune en impôt sur le revenu**. Dans un pays comme les États-Unis, leur taux d'imposition effectif est d'environ 0,6 %, tandis que dans un pays comme la France, il est plus proche de 0,1 % ».

« ... La bonne nouvelle, c'est qu'il n'y a rien d'inévitable ici. **Non seulement il est nécessaire d'imposer une charge plus lourde aux milliardaires au nom de la justice, mais surtout, c'est possible** », ont fait valoir les économistes, qui affirment que la clé réside dans l'imposition de la **fortune globale des ultra-riches, et pas seulement de leurs revenus**. L'approche de l'**impôt sur la fortune**, écrivent-ils, « est efficace car elle cible toutes les formes d'optimisation fiscale, quelle que soit leur nature. Elle est ciblée, car elle s'applique uniquement aux contribuables les plus riches, et uniquement à ceux d'entre eux qui se livrent à l'évasion fiscale ». ... **L'impact attendu serait considérable**. Comme le souligne l'éditorial : « **À l'échelle mondiale, un impôt minimum de 2 % sur la fortune des milliardaires générerait environ 250 milliards de dollars de recettes fiscales, provenant de seulement 3 000 personnes**. En Europe, environ 50 milliards de dollars pourraient être collectés. **Et en étendant ce taux minimum aux personnes dont la fortune dépasse 100 millions de dollars, ces sommes augmenteraient considérablement**. »...

DW - Quatre Africains riches seraient plus riches que la moitié du continent

<https://www.dw.com/en/4-rich-africans-reportedly-wealthier-than-half-the-continent/a-73220927>

« L'organisation caritative de lutte contre la pauvreté Oxfam met en garde contre les inégalités croissantes en Afrique, qui entravent la démocratie. Les quatre Africains les plus riches possèdent plus que la moitié de la population du continent. »

« **Les quatre Africains les plus riches détiennent 57,4 milliards de dollars (48,9 milliards d'euros) et sont plus riches qu'environ 50 % des 750 millions d'habitants du continent**, selon un rapport publié jeudi par l'organisation de lutte contre la pauvreté Oxfam. Selon le rapport, l'Afrique ne comptait aucun milliardaire en 2000. **Aujourd'hui, le continent compte 23 milliardaires dont la fortune cumulée a bondi de 56 % en seulement cinq ans, pour atteindre le chiffre stupéfiant de 112,6 milliards de dollars**. En outre, les 5 % d'Africains les plus riches possèdent près de 4 000 milliards de dollars, soit plus du double de la richesse totale du reste du continent. Le rapport indique

également que **près de la moitié des 50 pays les plus inégalitaires au monde se trouvent en Afrique.** »

« **... La plupart des pays africains ne tirent pas pleinement parti de la fiscalité progressive pour taxer efficacement les super-riches et lutter contre les inégalités** », indique le rapport de l'organisation. Selon Oxfam, **les systèmes fiscaux africains sont près de trois fois moins efficaces que la moyenne mondiale pour redistribuer les revenus d'un plus riche à un moins riche** de 1 % . L'imposition d'une **taxe supplémentaire de 1 % sur la fortune et de 10 % sur les revenus du 1 % le plus riche en Afrique pourrait rapporter 66 milliards de dollars par an.** Ce montant est largement suffisant pour combler le déficit de financement nécessaire à une éducation gratuite et de qualité et à l'accès universel à l'électricité, selon le rapport. **Le continent perd également environ 88,6 milliards de dollars par an en raison des flux financiers illicites.**

- Et un lien : [Tax Justice Network - Comment le modèle de convention fiscale des Nations unies façonne la convention fiscale des Nations unies en coulisses](#)

« **En mars 2025, le Comité fiscal des Nations unies a finalisé la mise à jour 2025 du Modèle de convention fiscale des Nations unies, qui sert de modèle pour les traités fiscaux bilatéraux, en particulier ceux signés par les pays du Sud.** Un [nouveau rapport du Tax Justice Network](#) analyse les nombreux changements apportés au modèle des Nations unies. Ces changements ne sont pas sans importance pour les négociations à venir sur la convention fiscale des Nations unies. Comme expliqué dans ce blog, bien que formellement sans lien, les travaux du Comité semblent jouer un rôle dans l'orientation de la convention. **La mise à jour du modèle des Nations unies (2025) pourrait donc être un indicateur de ce qui nous attend dans les négociations de la convention.** »

UHC & PHC

Devex (Pro) - Du « piège de l'aide » aux coupes « brutales » : les dirigeants africains confrontés à une nouvelle réalité

<https://www.devex.com/news/from-aid-trap-to-brutal-cuts-african-leaders-confront-a-new-reality-110307>

(accès restreint) « Face au retrait historique des donateurs, les dirigeants africains qualifient ces coupes de « brutales », mais affirment qu'elles pourraient être le signal d'alarme nécessaire pour mettre fin à la dépendance. »

Dev Discourse - Vers une couverture sanitaire universelle : le plan de l'Ouganda pour mobiliser des fonds nationaux en faveur de la santé

<https://www.devdiscourse.com/article/health/3491973-toward-universal-health-coverage-ugandas-plan-to-mobilize-domestic-health-funding>

« **Un rapport publié en 2025 par la Banque mondiale révèle que l'Ouganda peut augmenter ses dépenses annuelles en matière de santé de 1,6 milliard de dollars américains grâce à des réformes fiscales, à une redéfinition des priorités budgétaires et à des gains d'efficacité.** Pour parvenir à une

couverture sanitaire universelle, il faudra réduire la dépendance vis-à-vis des donateurs, lutter contre la corruption et mobiliser les ressources nationales... »

« ... cette étude novatrice publiée en 2025, menée par le ministère ougandais de la Santé en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale et le Global Financing Facility, et soutenue par le ThinkWell Institute, présente une feuille de route stratégique pour élargir l'espace budgétaire consacré à la santé. Le rapport répond aux difficultés actuelles du pays, qui doit faire face à des systèmes de santé sous-financés, à une pression démographique croissante et au double fardeau des maladies transmissibles et non transmissibles. ... Avec une population proche de 46 millions d'habitants et qui devrait dépasser les 70 millions d'ici 2040, la demande de soins de santé de qualité et accessibles augmente fortement. L'étude identifie cinq voies stratégiques pour améliorer l'espace budgétaire : la stabilité macroéconomique, la redéfinition des priorités budgétaires, la mobilisation des ressources nationales spécifiques à chaque secteur, la réduction de la dépendance à l'aide extérieure et l'amélioration de l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Ces éléments constituent les piliers essentiels de la marche de l'Ouganda vers la couverture sanitaire universelle. »

Document de discussion de l'OMS – Mesurer la corruption dans les systèmes de santé

Via Dave Clarke (sur LinkedIn)

<https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7348011362679156736/>

Projet destiné à consultation.

« ... Document de discussion de l'OMS explorant comment mieux mesurer les impacts financiers et sanitaires de la corruption. Il passe en revue les méthodologies existantes, présente une estimation mondiale illustrative et met en évidence des études de cas nationaux et des outils émergents. »

« ... Jusqu'à 7 % des dépenses publiques de santé, soit environ 441 milliards de dollars par an, pourraient être perdus à cause de la corruption, ce qui contribuerait à la perte de 76 millions d'AVCI... »

Bulletin de l'OMS – Politiques de santé masculine : une nécessité depuis longtemps

Morna Cornell ; https://cdn.who.int/media/docs/default-source/bulletin/online-first/blt.24.292925.pdf?sfvrsn=ebc37516_3

Conclusion : « ... Alors que les gouvernements s'efforcent de mettre en place une couverture sanitaire universelle, la santé des hommes doit être reconnue comme une question fondamentale et non comme une considération secondaire... »

PEPFAR ; préparation de la conférence scientifique sur le VIH à Kigali, nouveau rapport de l'ONUSIDA et autres actualités sur le VIH/sida

Devex - À la croisée des chemins

<https://www.devex.com/news/devex-newswire-imf-austerity-criticized-for-gutting-africa-s-public-services-110451>

« Des coupes budgétaires menacent le PEPFAR, le plus grand programme bilatéral mondial de lutte contre le VIH/sida, et les experts qui espèrent éviter une catastrophe appellent à un transfert prudent vers les pays partenaires, sans remettre en cause deux décennies de progrès, écrit Rumbi Chakamba, rédactrice en chef de Devex. Lors d'une récente réunion d'information Devex Pro, le Dr Mark Dybul, l'un des architectes originaux du PEPFAR, a déclaré qu'il pensait qu'une douzaine de pays pourraient se passer complètement de l'aide du PEPFAR d'ici quelques années d' , mais que d'autres « auront besoin de cinq, sept [ans], voire un peu plus », et que certains pourraient toujours avoir besoin d'une aide extérieure... ».

Jennifer Kates, de la KFF, a déclaré que les outils existants, tels que les critères de sortie et le cofinancement, peuvent guider les transitions, mais elle a mis en garde : « Malheureusement, compte tenu de ce qui s'est passé ces derniers mois, nous sommes dans une situation de crise, ce qui n'est bon pour aucune transition, car cela peut conduire à des décisions précipitées. »

« Dans des endroits comme l'Afrique et d'autres régions, on observe déjà une évolution vers une appropriation plus locale et un leadership régional », a déclaré le Dr Jirair Ratevosian de l'université Duke, soulignant qu'il ne s'agit pas seulement d'une question technique. « Ils s'efforcent en fait de prendre davantage le contrôle de leurs politiques et de leurs politiques d'approvisionnement. » ... Mais Asia Russell, de Health GAP, a rétorqué : « De nombreux pays ne sont pas prêts à accepter les épidémies qui les touchent, à embrasser la science, à respecter les droits humains et à se distancier des vestiges coloniaux qui constituent la criminalisation des personnes LGBTQ et d'autres populations très vulnérables. »

Les abandonnés - Nous sommes toujours revenus à cette époque

Andrew Green ; <https://theforsaken.substack.com/p/we-are-still-back-in-those-days>

« Les coupes budgétaires américaines obligent les cliniques spécialisées dans le VIH à fermer leurs portes à travers l'Afrique. Dans de nombreux endroits, les services liés au VIH ne sont désormais disponibles que dans des établissements de santé publique surpeuplés. Mais les gens restent à l'écart, craignant d'être stigmatisés ou pire encore... »

The Atlantic – Pourquoi les évangéliques ont tourné le dos au PEPFAR

Atlantic

Analyse. « Un mouvement religieux qui a si souvent pris position publiquement est resté inhabituellement silencieux depuis que Trump a supprimé le programme de lutte contre le sida en Afrique. »

BMJ Opinion - Nous devons combler le vide dans la prise en charge mondiale du VIH sans le PEPFAR

https://www.bmjjournals.org/content/390/bmjj_r1436

« Dans un contexte de réduction de l'aide internationale, nous devons nous recentrer sur notre objectif commun de maîtriser le VIH d'ici 2030, écrivent Linda-Gail Bekker et ses collègues. »

Politico - Combler le vide laissé par le PEPFAR

<https://www.politico.com/newsletters/future-pulse/2025/07/09/filling-the-void-left-by-pepfar-00442890>

« **Un éminent militant sud-africain de la lutte contre le VIH appelle le Brésil, la Chine, l'Inde et la Thaïlande à intervenir pour aider à combler le vide laissé par la réduction des financements américains destinés à la prévention et au traitement du VIH/sida à l'étranger.** Comment cela ? Ces pays ont la capacité de fabriquer des médicaments contre le VIH et, dans le cas de la Chine et de l'Inde, leur économie est suffisamment forte pour aider à fournir ces médicaments aux pays africains, a déclaré **Zackie Achmat, fondateur de Treatment Action Campaign**, une organisation sud-africaine de lutte contre le VIH. »

« Nous appelons la Chine, qui est sans aucun doute une puissance montante et qui dispose probablement de la meilleure économie au monde, qui dispose de financements efficaces et qui détient également des dettes sur notre continent... La Chine doit donc agir », a déclaré M. Achmat aux journalistes **lors d'une conférence téléphonique organisée mardi par l'International AIDS Society avant sa conférence sur la science du VIH qui se tiendra la semaine prochaine au Rwanda.**

PS : « **Plusieurs nouvelles études présentées lors de la conférence téléphonique ont montré certains des impacts réels et prévus des coupes budgétaires américaines.** Au Mozambique, les coupes ont touché de manière disproportionnée les enfants, avec une réduction de 44 % des tests en février 2025 par rapport à l'année précédente, selon une étude menée par des chercheurs en Australie, au Mozambique et aux États-Unis. À Johannesburg, en Afrique du Sud, la suppression d'une subvention par l'Agence américaine pour le développement international, aujourd'hui disparue, a entraîné une baisse de 8,5 % des tests, de 31 % des diagnostics de VIH et de 30 % des mises sous traitement, selon une étude réalisée par le gouvernement provincial et des chercheurs sud-africains et suisses. ... Une enquête menée auprès d'organisations d'Amérique latine et des Caraïbes par des chercheurs canadiens, colombiens et américains a estimé qu'au moins 150 000 personnes perdront l'accès aux services de traitement et de prévention du VIH en raison des coupes budgétaires américaines. ... Enfin, une étude de modélisation qui n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation par des pairs a montré que le gel du financement des services de prévention en Afrique subsaharienne pourrait entraîner plus de 6 600 nouvelles infections par le VIH en un an. »

PS : « **Mardi, Achmat a déclaré que les créanciers des pays africains devraient restructurer ou annuler une partie de la dette.** Il a ajouté que le continent africain paiera 89 milliards de dollars cette année en dette, soit le double des 43 milliards de dollars d'aide que les États-Unis dépensaient

avant les coupes budgétaires, sans tenir compte du soutien à l'Ukraine et à Israël. « **Au nom de la Coalition mondiale pour le traitement du VIH, nous appelons à une journée mondiale d'action contre les institutions financières, en mettant particulièrement l'accent sur les États-Unis, l'Union européenne et d'autres institutions multilatérales** », a déclaré Achmat.

HPW – Des millions de personnes risquent d'être infectées par le VIH et de mourir après les coupes budgétaires américaines, prévient l'ONUSIDA

<https://healthpolicy-watch.news/millions-at-risk-of-hiv-infection-and-death-after-us-funding-cuts-warns-unaisda/>

éSelon l'ONUSIDA, six millions de nouvelles infections par le VIH et quatre millions de décès liés au sida pourraient survenir entre 2025 et 2029 si les services de traitement et de prévention du VIH soutenus par les États-Unis s'effondrent. « Il ne s'agit pas seulement d'un déficit de financement. C'est une bombe à retardement », a déclaré Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, lors du **lancement du rapport mondial 2025 sur le sida** publié jeudi par l'organisation. «

« Les programmes de prévention du VIH sont durement touchés : selon l'ONUSIDA, le financement extérieur couvrait près de 80 % des activités de prévention du VIH en Afrique subsaharienne, 66 % dans les Caraïbes et 60 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. À lui seul, le PEPFAR a permis à 2,3 millions d'adolescentes et de jeunes femmes de bénéficier de services complets de prévention du VIH en 2024 et à 2,5 millions de personnes d'avoir accès à la prophylaxie pré-exposition (PrEP). **Selon l'ONUSIDA, bon nombre de ces programmes ont désormais complètement cessé.** »

« ... Seuls 25 des 60 pays à revenu faible ou intermédiaire inclus dans le rapport ont augmenté leur budget national consacré au VIH en 2026. L'augmentation moyenne est de 8 %, soit environ 180 millions de dollars de ressources nationales supplémentaires. « C'est encourageant, mais insuffisant pour remplacer l'ampleur du financement international dans les pays qui en dépendent fortement », note l'ONUSIDA. « **Il est important que les donateurs reconnaissent que l'option d'augmenter le financement national de la lutte contre le VIH n'est pas immédiatement ou également accessible à tous les pays** », note l'ONUSIDA. « La combinaison de l'endettement, de la lenteur de la croissance économique et de l'inefficacité des systèmes fiscaux laisse de nombreux pays, notamment en Afrique subsaharienne, avec une marge de manœuvre budgétaire limitée pour augmenter leur financement national de la lutte contre le VIH. » **Il cite la récente Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Séville, en Espagne, comme offrant une voie à suivre avec « des appels à l'allègement de la dette, à la coopération fiscale internationale et à la réforme des institutions financières internationales ».**

- Voir le [communiqué de presse de l'ONUSIDA – Les pays doivent de toute urgence intensifier leurs efforts pour transformer leurs ripostes au VIH dans un contexte de crise internationale du financement qui met en danger des millions de vies](#)

« L'ONUSIDA a publié aujourd'hui son rapport mondial sur le sida 2025, intitulé « Le sida, la crise et le pouvoir de transformer », qui montre qu'une crise historique du financement menace de réduire à néant des décennies de progrès, à moins que les pays ne procèdent à des changements radicaux dans leurs programmes et leur financement de la lutte contre le VIH. Le rapport mondial sur le sida 2025 se termine par un appel urgent : la riposte mondiale au VIH ne peut pas compter uniquement sur les ressources nationales. La communauté internationale doit se mobiliser pour combler le déficit de financement, aider les pays à combler les lacunes qui subsistent dans les

services de prévention et de traitement du VIH, supprimer les obstacles juridiques et sociaux et donner aux communautés les moyens de montrer la voie à suivre. »

- Plus d'informations dans **The Guardian** - [Les groupes à haut risque d'infection par le VIH confrontés à des niveaux records de criminalisation alors que les pays adoptent des lois draconiennes](#)

« Selon l'ONUSIDA, les personnes les plus exposées au VIH, telles que les hommes homosexuels et les consommateurs de drogues injectables, sont confrontées à des niveaux records de criminalisation dans le monde entier. Pour la première fois depuis que le programme conjoint des Nations unies sur le VIH/sida a commencé à rendre compte des lois punitives il y a dix ans, le nombre de pays criminalisant les relations sexuelles entre personnes du même sexe et l'expression de son identité sexuelle a augmenté... ».

Et un lien : **KFF (rapport)** - [Financement des gouvernements donateurs pour la lutte contre le VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire en 2024](#)

Trump 2.0

Devex – Que signifie le « grand et beau projet de loi » de Trump pour le développement mondial ?

<https://www.devex.com/news/what-does-trump-s-big-beautiful-bill-mean-for-global-development-110480>

« La clause dite « tueuse des organisations à but non lucratif » a été supprimée, tandis qu'une taxe sur les transferts de fonds a été introduite. »

« Deux des dispositions les plus surveillées par le secteur du développement n'ont pas été retenues dans le projet de loi final, notamment celle qui aurait imposé une taxe progressive sur les fondations et celle qui aurait permis au secrétaire au Trésor de désigner une organisation à but non lucratif comme organisation terroriste. Malgré tout, le projet de loi aura des répercussions sur l'ensemble du secteur, avec une augmentation des besoins nationaux qui devrait réduire encore les budgets d'aide, et une taxe sur les transferts de fonds qui devrait réduire de plusieurs milliards de dollars par an les revenus des familles de migrants. ... »

Sondage KFF sur la santé : opinions sur le « One Big Beautiful Bill »

<https://www.kff.org/medicaid/poll-finding/kff-health-tracking-poll-views-of-the-one-big-beautiful-bill/>

Datant du 17 juin, mais toujours bon à savoir. À l'heure actuelle, le « BBB » a été adopté.

« Le « One Big Beautiful Bill Act », qui a été adopté par les républicains à la Chambre des représentants et est actuellement examiné par le Sénat américain, est **perçu défavorablement par une majorité d'adultes (64 %)**, y compris une large majorité d'indépendants et de démocrates. Six

républicains sur dix ont une opinion favorable du projet de loi, mais ce soutien est largement motivé par les partisans du mouvement Make America Great Again (MAGA), tandis que deux tiers des républicains non affiliés au MAGA ont une opinion défavorable du projet de loi. **Tant chez les républicains que chez les partisans du MAGA, le soutien chute d'au moins 20 points de pourcentage, moins de la moitié de chaque groupe ayant une opinion favorable de la loi après avoir appris qu'elle augmenterait le taux de personnes non assurées dans le pays et réduirait le financement des hôpitaux locaux. »**

Nature News – Les sénateurs américains s'apprêtent à rejeter les coupes budgétaires massives proposées par Trump dans le domaine scientifique

« Le comité laisse entendre pour la première fois que **les décideurs politiques pourraient maintenir, plutôt que réduire, le financement de la Fondation nationale pour la science américaine et d'autres agences.** »

Stat - Des groupes universitaires finalisent leur contre-proposition à la réduction des frais généraux de recherche proposée par Trump

<https://www.statnews.com/2025/07/10/academic-groups-finalize-alternative-to-trumps-cuts-jag-nih-aau/>

« Dix groupes représentant des universités, des centres médicaux et d'autres institutions ont finalisé une alternative au projet de l'administration Trump visant à réduire de plusieurs milliards de dollars les frais généraux de la recherche. » « La question est maintenant de savoir si l'administration Trump et le Congrès vont se mettre d'accord. »

Éditorial du BMJ - Le coût mondial du musellement de la science

F Frizelle et al ;
<https://www.bmjjournals.org/content/390/bmj.r1370>

« Les rédacteurs en chef et les éditeurs ont le devoir de résister. »

« ... Les directives récentes visent à éliminer les initiatives en faveur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI), à réduire le financement fédéral des organismes de recherche fondamentale en matière de santé et à restreindre les références au genre, à la race et à la science du climat dans les documents officiels. Le personnel scientifique des agences fédérales subit une pression croissante pour se conformer à des politiques de communication motivées par des considérations politiques. Une telle ingérence institutionnelle non seulement fausse les résultats scientifiques, mais elle sape les principes de transparence et d'indépendance éditoriale énoncés dans les recommandations du Comité international des rédacteurs de revues médicales (ICMJE). En tant que membres de l'ICMJE, nous nous sentons obligés de nous exprimer... »

Guardian - Des lobbyistes liés à Donald Trump ont reçu des millions de dollars des pays les plus pauvres du monde

<https://www.theguardian.com/global-development/2025/jul/10/lobbyists-linked-donald-trump-poorest-countries-mineral-resources-trade-deals-for-us-aid-military-support>

«Une enquête révèle que certains des pays les plus pauvres du monde ont commencé à verser des millions de dollars à des lobbyistes liés à **Donald Trump** afin de tenter de compenser les coupes budgétaires américaines dans l'aide étrangère. La Somalie, Haïti et le Yémen font partie des 11 pays qui ont signé d'importants contrats de lobbying avec des personnalités directement liées au **président américain** après que celui-ci ait réduit l'aide humanitaire américaine à l'étranger. De nombreux États ont déjà commencé à troquer des ressources naturelles essentielles, notamment des minéraux, contre une aide humanitaire ou militaire, selon l'enquête menée par Global Witness... ».

Stat - Des groupes médicaux de premier plan poursuivent Kennedy pour avoir modifié les recommandations relatives au vaccin contre la Covid-19

[Stat :](#)

« Le procès argue que le HHS a modifié les directives fédérales en dehors des processus établis, sapant ainsi la confiance du public. »

« **Six grands groupes médicaux et une médecin enceinte poursuivent le secrétaire à la Santé Robert F. Kennedy Jr. pour avoir modifié les recommandations relatives au vaccin contre la Covid-19, qu'ils jugent illégales et susceptibles de nuire à la confiance du public dans les soins de santé.** Le procès soutient **qu'une directive signée le 19 mai par Kennedy**, , qui stipule que le vaccin contre la Covid-19 ne sera plus recommandé pour les enfants en bonne santé et les femmes enceintes, **viole des décennies de politique régissant la manière dont les vaccins sont examinés, approuvés et recommandés aux États-Unis...** »

Lancet Regional Health Americas - Début du second mandat de Trump : évaluation des effets sur le système de santé américain

Scott L. Greer et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2667193X25001838>

« Les cent premiers jours du second mandat de Trump ont été sans précédent, l'administration ayant pris des mesures remarquablement agressives, souvent d'une légalité douteuse, dans le domaine de la politique de santé. **Cet article utilise le cadre d'évaluation des performances des systèmes de santé pour identifier les principales politiques en matière de ressources, de financement, de gouvernance et de prestation de services, ainsi que leur impact sur le coût, la qualité, l'accès et l'équité du système de santé américain.** L'évaluation est largement négative. ... »

CGD (blog) – Ces subventions de l'USAID sauvaient des vies. Annulez les coupes budgétaires ou réattribuez-les.

C Kenny ; <https://www.cgdev.org/blog/these-usaid-awards-were-saving-lives-reverse-cuts-or-reissue-them>

« Il existe une préoccupation bipartisane, partagée par l'administration et le Congrès, quant à la nécessité de garantir que les États-Unis continuent à soutenir des programmes vitaux hautement efficaces dans le monde entier. Les données disponibles suggèrent que ces programmes ont été réduits de manière nettement moins importante que d'autres éléments du portefeuille de l'USAID au cours des derniers mois. Néanmoins, un certain nombre de programmes vitaux ont été interrompus, des personnes sont déjà en train de mourir et le nombre annuel de décès pourrait s'elever à un demi-million. Afin de limiter le nombre de décès, [le projet \(Resource Optimization](#) PRO Project) a créé une liste « urgente et vérifiée » qui met en évidence plusieurs des programmes de l'USAID les plus rentables et les plus vitaux qui ont été annulés. ... Je dresse ci-dessous la liste de douze subventions importantes et vitales issues de cet exercice, qui représentent 50 millions de dollars ou plus en engagements, qui ont été annulées et ne seront pas transférées au Département d'État pour être supervisées après la disparition de l'USAID. La valeur totale engagée de ces subventions s'élève à 2,5 milliards de dollars, pour un coût total estimé (TEC) de 4,2 milliards de dollars. Ces subventions couvrent la santé maternelle et infantile, l'aide humanitaire, les vaccins, autres moyens prophylactiques et traitements, la surveillance des pandémies et la recherche en matière de santé mondiale. Il ne fait guère de doute que les activités énumérées ont sauvé des vies ou en sauveront si elles sont rétablies : ces programmes préviennent les décès dus aux hémorragies post-partum, à la déshydratation diarrhéique, à la malnutrition aiguë sévère et au VIH/sida, pour n'en citer que quelques-uns... » « ... le rétablissement ou la réattribution de ces 12 subventions serait une mesure importante pour que l'administration et le Congrès garantissent que le moins de personnes possible meurent à la suite des coupes dans l'aide étrangère... »

ODI (Commentaire d'expert) - Pourquoi taxer les transferts de fonds nuira aux migrants et à l'économie américaine : la loi « Big Beautiful Bill » de Trump

C Leon-Himmelstein ; <https://odi.org/en/insights/why-taxing-remittances-will-harm-migrants-and-the-us-economy-trumps-one-big-beautiful-bill-act/>

« Les transferts de fonds posent certains problèmes, mais ce ne sont pas ceux que Trump imagine. En réalité, le projet de loi de Trump repose sur des hypothèses erronées, et taxer les transferts de fonds aurait très probablement des conséquences négatives non seulement pour les familles qui les reçoivent, mais aussi pour l'économie américaine. Le projet de loi ne tient pas compte non plus des contributions économiques, sociales et culturelles importantes des migrants aux États-Unis. Cependant, les migrants ne sont pas des victimes passives des crises et réfléchissent déjà à leurs options. Le débat sur la taxation des transferts de fonds nous offre l'occasion de réfléchir à la manière dont les politiques en matière de migration et de transferts de fonds pourraient avoir des répercussions et être contre-productives, et de repenser ce qui doit être fait pour qu'elles contribuent à réduire la pauvreté et à financer le développement... ».

TGH - USAID Lost : Histoires de Colombie, du Kenya et du Népal

T D Ngo ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/usaid-lost-stories-colombia-kenya-and-nepal>

« Des professionnels de la santé publique et du développement partagent leurs réflexions sur trois pays durement touchés par la réduction de l'aide étrangère américaine. »

« Des professionnels de la santé publique et du développement ont partagé leurs points de vue sur trois pays durement touchés : la Colombie, le Kenya et le Népal, qui ont respectivement perdu 82 %, 46 % et 100 % de leur financement américain. La Colombie compte l'une des plus importantes populations de réfugiés et de migrants déplacés au monde et, avant les coupes budgétaires,

disposait de 80 ONG qui fournissaient une infrastructure de santé publique solide. **Les progrès réalisés par le Kenya en matière de santé reproductive ont transformé la société, en favorisant l'égalité des sexes, en réduisant la mortalité maternelle et en élargissant les possibilités offertes aux femmes et aux filles, mais cette dynamique ne peut se maintenir sans aide.** Au Népal, le nouveau paradigme menace de réduire à néant les progrès durement acquis, avec une baisse de 53 % des cas de VIH. ... »

PPPR et urgences sanitaires

HPW - Reprise des discussions sur la prochaine phase de la pandémie, avec à l'ordre du jour la question épiqueuse du partage des informations sur les agents pathogènes

<https://healthpolicy-watch.news/next-phase-of-pandemic-talks-resumes-tackling-tricky-issue-of-sharing-pathogen-information/>

« **La phase suivante – et délicate – de la consolidation de l'accord de l'Organisation mondiale de la santé sur les pandémies reprend mercredi 9 juillet avec la première réunion du Groupe de travail intergouvernemental (IGWG).** »

« **La principale tâche de l'IGWG consiste à négocier une annexe à l'accord sur la pandémie relative à un système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS).** Ce système définira comment les informations sur les agents pathogènes susceptibles de provoquer une pandémie seront partagées de manière sûre, transparente et responsable, et comment ceux qui partagent ces informations bénéficieront des produits développés grâce à celles-ci. ... **En outre, l'IGWG préparera le terrain pour la Conférence des Parties** qui régira l'accord sur les pandémies, ainsi que le mandat d'un mécanisme financier de coordination qui aidera à défendre les pays contre les épidémies et les pandémies. »

« **Selon Steven Solomon, juriste à l'OMS, l'annexe du PABS doit être achevée d'ici le 17 avril 2026 afin de respecter la date limite de soumission à l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2026.** »

« ... La réunion de cette semaine sera consacrée à l'élection des membres du bureau, à la définition du calendrier et des modalités de collaboration avec les parties prenantes concernées... »

- Voir le communiqué de presse de l'OMS – [Les États membres de l'OMS tiennent leur première réunion et conviennent des prochaines étapes pour faire avancer les éléments clés de l'accord de l'OMS sur les pandémies.](#)

« **Les États membres de l'OMS ont tenu la première réunion du Groupe de travail intergouvernemental (IGWG) sur l'accord relatif à la pandémie de l'OMS** , officialisant ainsi les prochaines étapes de la mise en œuvre des dispositions clés de cet instrument juridique historique visant à mieux protéger le monde contre les pandémies futures. ... L'Assemblée a créé l'IGWG afin, en priorité, de rédiger et de négocier une annexe à l'accord de l'OMS sur les pandémies concernant l'accès aux agents pathogènes et le partage des avantages (PABS). Outre la négociation de l'annexe au PABS, l'IGWG a été créé pour examiner les questions de procédure et autres questions en vue de préparer la Conférence des Parties à l'accord de l'OMS sur les pandémies et d'élaborer une proposition de mandat pour le mécanisme financier de coordination. »

« ... La première réunion du GIGP a adopté la méthode de travail de l'organe, le calendrier des activités menant à l'Assemblée mondiale de la santé de l'année prochaine et le mode de

collaboration avec les parties prenantes concernées, et a élu les coprésidents et vice-présidents chargés de diriger le processus du GIGP. Le GIGP a également décidé de désigner des experts chargés de fournir des contributions sur l'annexe PABS et d'organiser éventuellement une réunion d'information informelle avant la deuxième réunion du GIGP, qui se tiendra du 15 au 19 septembre 2025. »

CDC Afrique - Une étude valide l'impact des équipes internationales dans la riposte aux épidémies en Afrique

<https://africacdc.org/news-item/study-validates-impact-of-international-teams-in-africas-outbreak-response/>

(4 juillet) « Une nouvelle étude de l'Africa CDC et de l'UK-PHRST confirme le rôle essentiel joué par les équipes sanitaires internationales dans le renforcement de la réponse aux épidémies sur le continent africain. »

« Une nouvelle étude menée par les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) et l'équipe britannique de soutien rapide en matière de santé publique (UK-PHRST) confirme le rôle essentiel joué par les équipes sanitaires internationales dans le renforcement de la réponse aux épidémies sur le continent africain. L'étude souligne également la nécessité de modèles de soutien plus stratégiques et mieux adaptés aux besoins locaux afin de garantir la durabilité et l'efficacité à long terme. Présentée et validée lors d'un atelier virtuel de haut niveau qui s'est tenu les 23 et 24 juin 2025, cette étude offre l'une des évaluations les plus complètes à ce jour des déploiements techniques internationaux et de leur impact sur les systèmes nationaux de préparation et de réponse aux épidémies dans les États membres de l'Union africaine (UA) entre 2020 et 2023... »

- Voir le [communiqué de presse](#).

Angela Rasmussen - Où est passée la grippe aviaire ?

<https://rasmussenretorts.substack.com/p/where-has-all-the-bird-flu-gone?r=d2ge1&triedRedirect=true>

« Tout est calme sur le front américain en ce qui concerne le H5N1, mais ce n'est pas forcément une bonne chose. »

Cf. tweet de Scott Greer : « **La grippe aviaire n'a pas cessé d'infecter de nouveaux hôtes. C'est simplement nous qui avons cessé de la rechercher.** »

The Independent - Malgré les hésitations de RFK Jr, le HHS envisage discrètement de développer deux nouveaux vaccins

<https://www.independent.co.uk/news/world/americas/rfk-hhs-vaccines-ebola-marburg-b2785195.html>

« Ces vaccins sont destinés à être développés pour lutter **contre le virus Marburg et le virus Ebola Soudan**, deux fièvres hémorragiques de la même famille que le virus Ebola. »

... Le ministère de la Santé et des Services sociaux a discrètement annoncé le mois dernier deux nouveaux vaccins **destinés à lutter contre « les menaces importantes pour la sécurité sanitaire nationale »**. ...

Telegraph – Le premier vaccin à ARNm contre Marburg se révèle prometteur lors d'essais sur des animaux

[**Telegraph**](#) ;

« Le nouveau vaccin a offert une protection efficace contre le virus, qui est un proche cousin d'Ebola. »

« **Le géant pharmaceutique Moderna développe le premier vaccin à ARNm pour protéger contre Marburg**, un cousin proche mais encore plus mortel d'Ebola... ... Des chercheurs de l'université du Texas et de Moderna affirment qu'un nouveau vaccin développé à l'aide de la technologie ARNm (utilisée pendant la pandémie pour administrer rapidement les vaccins contre la Covid) a fourni une protection totale contre Marburg lors d'un essai préclinique mené sur des rongeurs... »

Nature (Actualités) - Un vaccin prometteur contre le virus mortel Nipah pourrait également traiter l'infection

« Chez les animaux, le médicament a réduit les effets du virus, qui ne dispose actuellement d'aucun traitement. »

Mpox

Cidrap News – Augmentation des cas de mpox dans quelques pays africains touchés par l'épidémie

<https://www.cidrap.umn.edu/mpox/mpox-cases-rise-handful-africas-outbreak-countries>

Mise à jour de cette semaine. « **Bien que le nombre de cas soit en baisse dans deux des pays les plus touchés de la région, les responsables du Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) surveillent la hausse dans plusieurs autres pays, notamment au Burundi, en Ouganda, au Ghana, au Kenya, au Liberia et en Guinée**, a déclaré aujourd'hui un haut responsable. Lors du **point presse hebdomadaire** de l'agence, **Yap Boum, PhD, MPH, responsable adjoint des interventions contre la variole du singe** pour l'Africa CDC, a déclaré **que 23 pays africains avaient signalé des épidémies cette année, dont 18 sont toujours actives**. Il a souligné que la dynamique des épidémies varie d'un pays à l'autre, reflétant les différences entre les clades, les populations touchées, les mesures prises pour lutter contre les épidémies et les comportements en matière de santé. ... »

« Le nombre de cas est en baisse constante en Sierra Leone, où les agents de santé communautaires progressent dans la recherche des contacts et la vaccination, ainsi qu'en République démocratique du Congo (RDC). M. Boum a ajouté que les agents de santé de plusieurs pays sont confrontés au défi des épidémies de rougeole qui surviennent parallèlement à la circulation de la variole du singe, ces deux maladies présentant initialement des symptômes similaires... »

- Voir aussi [Cidrap News - Les cas de virus du singe diminuent en Sierra Leone alors que l'Afrique est confrontée à une pénurie pour les vaccins](#) de fonds

Couverture du briefing de l'Africa CDC de la semaine dernière.

« Après être apparu comme un foyer de mpox qui a permis au virus de s'implanter de manière inquiétante en Afrique de l'Ouest, le nombre de cas a diminué en Sierra Leone au cours des six dernières semaines, s'inscrivant dans une tendance générale encourageante en Afrique, a déclaré aujourd'hui un haut responsable du Centre africain pour la prévention et le contrôle des maladies (Africa CDC) lors d'un briefing hebdomadaire. ... Yap Boum a déclaré que, bien que le vaccin Bavarian Nordic contre la variole du singe soit disponible en quantité suffisante, l'UNICEF et d'autres fournisseurs ne disposent pas des fonds nécessaires pour acheter davantage de doses à distribuer aux pays. Il a ajouté que cette pénurie survient à un moment inopportun, alors que les pays africains progressent dans la lutte contre l'épidémie et constatent une bonne couverture vaccinale parmi les populations touchées. « C'est un défi, c'est une crise », a déclaré M. Boum. « C'est une question d'équité. »... »

Lancet GH (Commentaire) – La variole du singe en Afrique : les coupes budgétaires et le retard des mesures mondiales favorisent l'apparition de nouveaux foyers

V S Mithi ; [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(25\)00241-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(25)00241-4/fulltext)

« Près d'un an après que les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ont publié leur toute première déclaration d'urgence sanitaire publique pour la sécurité continentale, l'épidémie de mpox continue de s'intensifier à travers le continent. En juin 2025, 24 pays africains ont signalé une transmission active du mpox. Des pays qui n'étaient pas touchés auparavant, notamment le Malawi, la Zambie, le Soudan du Sud et la Tanzanie, signalent désormais des épidémies locales soutenues. Cette expansion géographique est alimentée par le clade 1b, une souche plus contagieuse liée à la transmission communautaire, combinée à des frontières poreuses et non réglementées et à une infrastructure de surveillance faible. En Sierra Leone et en Ouganda, le nombre de cas confirmés chaque semaine dépasse désormais respectivement 600 et 200. La République démocratique du Congo reste l'épicentre, avec plus de 80 % de tous les cas confirmés... ».

« Cette résurgence a été exacerbée par l'effondrement du financement mondial de la santé. L'accès aux vaccins reste fragmenté. L'Africa CDC estime qu'au moins 6 millions de doses de vaccin contre la variole du singe étaient attendues pour une réponse à l'échelle du continent, mais moins de 1,3 million sont arrivées. Sur les 24 pays touchés, seuls neuf ont reçu le vaccin Le diagnostic reste un goulot d'étranglement critique. ... »

« ... Il y a cinq leçons urgentes à tirer. Premièrement, les diagnostics doivent être décentralisés. Des laboratoires mobiles et des centres régionaux peuvent permettre de réaliser des tests en temps opportun au niveau communautaire et de contrôler les épidémies. Deuxièmement, la disponibilité des vaccins doit être augmentée et leur production localisée. La fabrication par des entreprises africaines est essentielle pour garantir un accès équitable et rapide. Troisièmement, il faut tirer parti des voix dignes de confiance, telles que celles des influenceurs locaux, et acheminer les vaccins jusqu'à la population afin d'augmenter la couverture vaccinale. Quatrièmement, le financement de la santé doit être diversifié. Les fonds souverains d'urgence doivent être soutenus à la fois par les gouvernements et les acteurs du secteur privé. Et cinquièmement, les communautés doivent être impliquées. La communication en matière de santé doit être conçue et diffusée conjointement par des plateformes locales de confiance afin de lutter contre les hésitations. »

Journée mondiale des zoonoses (6 juillet)

HPW – La santé animale est une question de santé publique : il est temps d'agir en conséquence

C Du Marchie Sarvaas et al ; <https://healthpolicy-watch.news/animal-health-is-public-health-its-time-we-act-accordingly/>

« Alors que le monde célèbre la Journée mondiale des zoonoses, il est important de rappeler que la santé humaine est étroitement liée à la santé des animaux, sauvages et domestiques. »

PS : « ... Malgré les possibilités qui se sont présentées pour convenir de mesures préventives et les mettre en œuvre, celles-ci n'ont pas été suffisantes pour faire face au risque actuel. L'Assemblée mondiale de la santé a récemment adopté le premier accord sur les pandémies, mais celui-ci ne fait aucune mention de la médecine vétérinaire et de la santé animale. Sans cette inclusion, l'accord ne pourra jamais pleinement atteindre son objectif de prévention des pandémies. »

« ... Les perturbations causées par les épidémies de zoonoses ont un coût considérable pour l'économie mondiale. Le coût direct estimé des pertes humaines dues aux zoonoses s'élève à 212 milliards de dollars par an, sans compter les coûts liés aux traitements à long terme ou aux dommages indirects. À l'inverse, le coût estimé des mesures préventives, y compris la surveillance et le suivi des risques ainsi que la gestion du paysage, est d'environ 20 milliards de dollars. En d'autres termes, la prévention de ces maladies coûte plus de dix fois moins cher que la gestion de leurs conséquences. »

Déterminants sociaux de la santé

Éditorial du Lancet – Prescription sociale : ramener la communauté vers la santé ?

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)01435-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)01435-7/fulltext)

Éditorial du Lancet de cette semaine.

« La santé est un état de bien-être physique, mental et social. Pourtant, **les facteurs sociaux, tels que la solitude, l'endettement et le stress, ont longtemps été négligés dans les systèmes biomédicaux modernes axés sur les maladies. Des efforts ont été déployés pour rétablir cet équilibre. La prescription sociale, qui consiste à orienter les patients (par un clinicien, une organisation caritative ou un travailleur communautaire) vers divers services de soutien communautaire non médicaux, a gagné du terrain ces dernières années, un rapport de 2024** soulignant son utilisation dans plus de 30 pays. **Une approche plus holistique et centrée sur la personne des questions sociales qui affectent la santé, grâce à des méthodes telles que la prescription sociale, pourrait-elle contribuer à relever certains des défis liés aux déterminants sociaux de la santé ?...**

L'éditorial conclut : « **La prescription sociale est une évolution importante dans la manière dont la santé et le bien-être social sont conceptualisés, mais il est essentiel que toute approche soit intégrée et s'inscrive dans un effort visant à améliorer l'ensemble du système de santé et d'aide sociale.** Promouvoir la prescription sociale comme une solution simple à un problème complexe serait non seulement trompeur, mais aussi inefficace. »

Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé

R4D - Il est temps de créer un domaine pour le financement des produits de base : des systèmes nationaux durables pour garantir l'accès aux médicaments et produits essentiels

C Cashin, J Kutzin et al ; [R4D](#) ;

« ... Nous proposons d'appliquer les enseignements tirés de l'évolution du financement de la santé pour mettre en place un domaine solide et cohérent de financement des produits de base. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre 20 ans pour le faire. En tirant les leçons du développement du domaine du financement de la santé, nous pouvons identifier les activités et les étapes clés et les accélérer, afin d'être en mesure de relever rapidement les défis urgents liés à la garantie de l'approvisionnement en produits de base... »

« **Une action rapide et coordonnée est nécessaire pour : Développer un cadre conceptuel qui définit comment les différentes fonctions de mise en forme du marché et de la chaîne d'approvisionnement (par exemple, la prévision, la négociation des prix, l'approvisionnement) sont liées aux politiques et aux fonctions de financement de la santé et de prestation de services. Réunir les parties prenantes mondiales** afin d'examiner les expériences des systèmes de santé performants et d'identifier les options politiques qui peuvent être rapidement adaptées à d'autres contextes afin d'aligner les flux de produits et les flux financiers. **Former une nouvelle génération d'experts pluridisciplinaires grâce à des cours de courte durée et à des programmes universitaires. Mettre en place des réseaux d'apprentissage entre pairs** afin de résoudre conjointement les problèmes rencontrés au cours de la mise en œuvre, de coproduire des connaissances et des outils pratiques, et de documenter et partager des stratégies de mise en œuvre pratiques... »

« Le Center for Global Development (CGD) et l'Africa Resource Centre (ARC) ont lancé cette initiative de renforcement des capacités en réunissant un groupe de travail de deux ans (le «

groupe de travail Nexus ») chargé de coordonner la production d'analyses indépendantes, de recherches et de recommandations politiques sur l'intersection cruciale entre le financement de la santé et la politique de la chaîne d'approvisionnement. Nous proposons d'accélérer et d'harmoniser ces actions de renforcement du domaine en lançant un centre mondial virtuel d'assistance technique et d'apprentissage afin d'accélérer et de coordonner les efforts visant à produire des données probantes, à renforcer l'expertise, à favoriser l'apprentissage entre pays et à garantir la disponibilité d'un soutien technique de qualité à la demande pour les pays... ».

Stat – Gilead va fournir des médicaments de prévention du VIH à 2 millions de personnes dans les pays à faible revenu, à prix coûtant

<https://www.statnews.com/pharmalot/2025/07/09/hiv-prevention-lenacapavir-yeztugo-gilead-global-fund-distribution/>

« L'accord avec le Fonds mondial n'inclut pas le PEPFAR, reflétant les coupes budgétaires de Trump dans l'aide étrangère. »

« Après des mois d'attente, Gilead a officialisé un accord visant à fournir son médicament révolutionnaire contre le VIH à près de 2 millions de personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. **Dans le cadre de ce nouvel accord, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme sera chargé d'acheter et de distribuer les doses du médicament, connu sous le nom de lenacapavir et dont la vente a été autorisée le mois dernier aux États-Unis sous le nom de Yeztugo. Gilead a affirmé qu'il fournirait les doses à un prix « sans profit ». Il convient de noter que l'accord n'inclut pas le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR) du gouvernement américain**, qui est depuis longtemps le premier fournisseur mondial de médicaments pour la prévention du VIH. En décembre, le PEPFAR avait annoncé une « action coordonnée » avec trois autres groupes afin de déployer rapidement le médicament, avant que les coupes drastiques de l'administration Trump dans l'aide étrangère ne plongent le PEPFAR dans le chaos et ne jettent le doute sur l'avenir de tout accord. « **Néanmoins, cette nouvelle pourrait apaiser certaines inquiétudes quant à l'ampleur du déploiement du lenacapavir... ».**

« **On ne sait pas non plus si le Fonds mondial dispose réellement des ressources nécessaires pour acheter ces doses à lui seul.** Le groupe, qui a dépensé plus de 65 milliards de dollars dans la lutte contre les maladies infectieuses depuis sa création en 2002, est confronté à ses propres problèmes budgétaires, **d'autant plus qu'il a longtemps reçu une part importante de son budget du PEPFAR.** D'autres pays riches ont également réduit leur aide étrangère ces dernières années. **Le directeur du Fonds mondial, Peter Sands, a semblé indiquer que l'organisation pourrait avoir besoin de ressources supplémentaires pour respecter son engagement.** « **Notre ambition est de fournir une PrEP à longue durée d'action à 2 millions de personnes** », a-t-il déclaré dans un communiqué de presse. « **Mais nous ne pouvons y parvenir que si le monde mobilise les ressources nécessaires.** » Un porte-parole du Fonds mondial, , nous a indiqué que l'organisation travaillait en étroite collaboration avec les pays et les donateurs afin de garantir les ressources nécessaires pour soutenir « **un déploiement significatif** » du médicament, en particulier dans les pays à forte charge et à forte incidence où les besoins sont les plus importants. La structure de financement comprend une **combinaison de subventions du Fonds mondial et d'un soutien supplémentaire provenant de contributions de fondations privées... ».**

« ... Cet accord sera limité aux pays éligibles à l'aide du Fonds mondial, qui ne représentent qu'une partie des 120 pays concernés. Et Gilead n'a pas précisé comment elle fournirait les doses aux autres

pays, a fait remarquer **Brook Baker**, professeur à l'université Northwestern qui étudie l'accès aux médicaments et analyste politique senior pour le groupe de défense Health GAP... ».

- Connexes : **Communiqué de presse du Fonds mondial** - [Le Fonds mondial garantit l'accès au Lenacapavir, un médicament révolutionnaire pour la prévention du VIH aux à revenu faible et intermédiaire](#), pays

Devex - Le premier médicament contre le paludisme pour les nouveau-nés est approuvé

<https://www.devex.com/news/first-malaria-medicine-for-newborns-is-approved-110455>

« Le nouveau traitement devrait commencer à être déployé dans huit pays africains avant la fin de 2025. »

« L'autorité réglementaire suisse a approuvé aujourd'hui un traitement contre le paludisme pour les nouveau-nés et les nourrissons, ouvrant la voie à une autorisation rapide du médicament dans huit pays africains. Coartem Baby, le traitement de [Novartis](#), est le premier à être approuvé pour les enfants pesant moins de 4,5 kg (10 livres). »

« ... Les huit pays africains, qui représentaient ensemble près de la moitié des 263 millions [de cas de paludisme estimés](#) en 2023, ont participé au processus d'autorisation avec [l' Swissmedic](#), l'autorité de réglementation suisse. Il s'agit du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, du Nigeria, de la Tanzanie et de l'Ouganda. »

« ... Novartis s'est engagé à fournir Coartem Baby en grande partie à titre non lucratif, bien qu'aucun prix ne sera fixé avant son lancement public. Mme Acham (conseillère au Malaria Consortium) a déclaré qu'elle ne s'attendait pas à ce que le prix pose problème, car il s'agit d'une reformulation d'un traitement existant. Elle s'attendait à ce qu'il soit couvert par le processus existant [du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour l'achat de traitements antipaludiques...](#) »

BMJ GH - La gestion inadéquate des déchets pharmaceutiques dans les derniers kilomètres est une menace négligée pour l'environnement et la santé publique : un appel à l'action

R Ravinetto et al ; <https://gh.bmjjournals.org/content/10/7/e019544>

« Les déchets pharmaceutiques du dernier kilomètre sont générés au niveau des communautés, des établissements de santé, des points de vente et des marchés pharmaceutiques, ainsi que dans le secteur de l'élevage. Des méthodes d'élimination inappropriées entraînent la présence de résidus pharmaceutiques dans l'environnement, avec des effets néfastes potentiels – souvent non signalés ou non détectés – sur les écosystèmes, les communautés et la santé publique. La gestion des déchets pharmaceutiques du dernier kilomètre reste, au mieux, une préoccupation secondaire dans le domaine de la santé publique mondiale, exposant ainsi de nombreuses populations vulnérables à des risques environnementaux et sanitaires qui pourraient être évités.

La gestion des déchets pharmaceutiques en fin de vie constitue un défi sanitaire, écologique et social considérable, qui nécessite une approche interdisciplinaire et intégrée. Il est impératif d'agir dès maintenant pour construire un avenir durable pour la santé mondiale et l'environnement. »

O'Neill Institute - Examen de l'accès équitable aux accords de partenariat de la CEPI sur le chikungunya

<https://oneill.law.georgetown.edu/publications/equitable-access-review-of-cepis-chikungunya-partnership-agreements/>

« Le présent examen de l'accès équitable (ci-après dénommé « l'examen ») des accords de développement du vaccin contre le chikungunya conclus par la CEPI a été commandé par la CEPI en 2024 afin de réaliser un examen externe de la manière dont l'accès équitable a été intégré dans les partenariats et la planification de la CEPI qui ont conduit à l'autorisation du premier vaccin contre le chikungunya par la FDA américaine en 2023 et à d'autres candidats actuellement en phase finale de développement. Cette évaluation vise à évaluer et à tirer des enseignements sur la manière dont la CEPI a respecté son engagement en faveur d'un accès équitable, et sur la manière dont ces enseignements peuvent contribuer à améliorer encore les accords et les activités de la CEPI à l'avenir. »

TGH – La crise négligée de l'accès à du sang sûr

Lyudmila Nepomnyashchiy et al ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/neglected-crisis-safe-blood-access>

« Dans un contexte de baisse de l'aide mondiale, l'accès à du sang sûr risque de passer entre les mailles du filet. De nouvelles initiatives prometteuses offrent toutefois un espoir. »

« Alors que les budgets mondiaux consacrés à la santé se resserrent et que le soutien fédéral américain aux programmes essentiels diminue, les services nationaux de transfusion sanguine dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI) sont confrontés à des conséquences désastreuses. La récente suspension des projets de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a perturbé des opérations cruciales dans des pays comme le Kenya, où le ministère de la Santé a averti que les services transfusionnels risquaient de s'effondrer si plus de 2,7 milliards de shillings kényans (20,9 millions de dollars) n'étaient pas mobilisés d'urgence. Au Libéria et au Malawi, les gouvernements s'efforcent de combler le vide, mais les budgets nationaux sont déjà très serrés. »

Ces coupes budgétaires reflètent une tendance plus générale au niveau des services nationaux de transfusion sanguine. Au cours de la dernière décennie, les principaux bailleurs de fonds, tels que le Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR), les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies et le Fonds mondial, ont progressivement réduit leur soutien aux services transfusionnels, historiquement liés aux services de lutte contre le VIH, sans prévoir de plan de transition ni augmenter les engagements des ressources nationales. Aujourd'hui, les coupes budgétaires américaines dans les programmes de planification familiale, qui ont joué un rôle dans la réduction de la mortalité maternelle, traditionnellement majeur risquent d'aggraver la crise. L'augmentation du nombre de grossesses non désirées dans les milieux défavorisés augmentera le risque de complications, telles que

l'hémorragie post-partum, l'une des principales causes de mortalité maternelle dans le monde et une affection pour laquelle l'accès rapide à du sang sûr est souvent la seule intervention qui peut sauver la vie. ... »

« ... Dans un contexte de réduction substantielle de l'aide américaine à la santé mondiale, l'accès à des transfusions sanguines sûres risque une fois de plus d'être négligé. De nouvelles initiatives prometteuses axées sur la santé des femmes, telles que l'initiative Prism, qui mobilise des personnes fortunées en faveur de la santé reproductive, et le fonds Beginnings Fund, doté de 500 millions de dollars et soutenu par la Fondation Gates et la Fondation Children's Investment Fund, offrent l'espoir que de nouveaux financements puissent atténuer certaines contraintes financières. Mais si ces efforts et d'autres initiatives similaires négligent la sécurité transfusionnelle, ils compromettront leurs objectifs. ... ».

Fil de discussion (sur Bluesky) par Thiru Balasubramaniam (à propos de certains messages clés d'un article de Politico Pro)

À propos de l'UE qui boude la résolution sur l'accès aux médicaments à l'ONU
pro.politico.eu/news/inside-...

« L'accès rapide, équitable et sans entrave aux médicaments fait partie du droit de chacun à la santé, a déclaré lundi le **Conseil des droits de l'homme des Nations unies**, mais l'UE n'est pas satisfaite. »
« Une résolution sur l'accès aux médicaments a été adoptée lors d'une réunion du CDH à Genève par 32 voix pour et 15 abstentions. »

« Protection de l'industrie : **les neuf pays de l'UE membres du Conseil se sont abstenus après avoir tenté en vain d'inclure dans le texte une formulation qualifiant le transfert de technologie de « volontaire et mutuellement convenu »**. S'exprimant au nom de l'UE, le délégué espagnol a déclaré au Conseil que le libellé de la résolution sur le commerce et la propriété intellectuelle outrepasseait le mandat du Conseil des droits de l'homme. »

Santé planétaire

Les experts des « points de basculement » lancent un message urgent aux dirigeants mondiaux

<https://news.exeter.ac.uk/faculty-of-environment-science-and-economy/tipping-points-experts-issue-urgent-message-to-world-leaders/>

« **Les dirigeants mondiaux doivent prendre des « mesures immédiates et sans précédent » pour éviter des points de basculement climatiques dévastateurs, selon des experts.** » (après la conférence Global Tipping Points qui s'est tenue à Exeter la semaine dernière)

- **Tweet associé du professeur Stefan Rahmstorf :**

« Ce n'est certainement pas le moment de retarder ou de réduire les mesures climatiques. L'urgence n'a jamais été aussi grande. Nous approchons de points de basculement dangereux, avertissent près de 200 scientifiques. »

« Avec un réchauffement climatique qui devrait dépasser 1,5 °C d'ici quelques années, les experts avertissent que des milliards de personnes sont menacées par les points de basculement climatiques. »

Lisez la [déclaration complète](#) (faites défiler vers le bas).

CarbonBrief - Points de basculement : la fenêtre pour éviter des impacts climatiques irréversibles « se referme rapidement »

<https://www.carbonbrief.org/tipping-points-window-to-avoid-irreversible-climate-impacts-is-rapidly-closing/>

« ... Organisée conjointement par le [Global Systems Institute](#) de l'université d'Exeter, [l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam](#) et [l'Institut Max Planck de géoanthropologie](#), cette conférence était le deuxième événement consacré aux points de basculement mondiaux, après le [premier en 2022](#). »

« Une [déclaration](#) publiée par les organisateurs de la conférence – et approuvée par des centaines de délégués – a averti que la **fenêtre pour éviter les points de basculement « se refermait rapidement »**. Elle a appelé à « une action immédiate et sans précédent de la part des décideurs politiques du monde entier, et en particulier des dirigeants », lors de la prochaine COP30 sur le climat au Brésil. ... »

« Dans cet article, Carbon Brief rassemble certains des principaux points de discussion, des nouvelles recherches et des idées qui ont émergé de cet événement de quatre jours. Objet : Points de basculement climatiques ; élargissement du champ d'action ; gouvernance ; **points de basculement positifs** ; nouvelles données scientifiques, limites de Paris ; etc.

PS : « ... Rockström a également fait valoir que **les risques liés au système terrestre ont désormais atteint le niveau « catastrophique mondial »**, [défini](#) par la [Global Challenges Foundation](#) comme un événement ou un processus qui « tuerait ou causerait de graves dommages à plus de 10 % de la population humaine ». Il a déclaré que l'effondrement des calottes glaciaires [du Groenland](#) et [de l'Antarctique occidental](#), le dépérissement de la [forêt amazonienne](#) et l'arrêt de la [circulation méridionale de retourne des eaux atlantiques](#) (AMOC) constituent les risques les plus importants, car ils ont un impact très grave et une probabilité de survenue élevée. »

Les points de basculement doivent être inscrits à l'ordre du jour de la COP30

Jonathan Watts, et al ; <https://sumauma.com/en/pontos-de-nao-retorno-precisam-fazer-parte-da-agenda-da-cop30/>

« La possibilité d'un changement catastrophique soudain a été largement négligée dans les rapports des Nations unies sur la crise climatique, ce qui permet aux politiciens de continuer à agir comme si de rien n'était. Cela doit changer à Belém. »

Et quelques liens :

- [Carbon Brief - Experts : quel est le point de basculement climatique le plus préoccupant ?](#)

Inclut l'avis de Kate Raworth : « Le point de basculement que je crains que nous ne parvenions pas à franchir est [le point de basculement social] lié à la transformation de nos mentalités. » Nous devons passer d'une économie extractive et dégénérative à une économie régénératrice. Tout commence dans notre tête et cela sous-tend tout. [Ne pas y parvenir] est ce qui nous conduit vers tous ces [points de basculement du système terrestre]...

- New Scientist - [La géo-ingénierie pourrait éviter les points de basculement climatiques, mais pas si nous tardons à agir](#)

« L'injection d'aérosols dans la stratosphère pour réfléchir la lumière du soleil pourrait empêcher l'arrêt des courants océaniques essentiels, mais seulement si cela est fait rapidement, selon un modèle informatique. »

Climate Change News - Les États-Unis s'opposent à la limitation de la production de plastique dans le traité des Nations unies lors de négociations dans l'impasse

<https://www.climatechangenews.com/2025/07/04/top-latin-american-court-iachr-healthy-climate-fossil-fuel-litigation-advisory-opinion/>

« Les responsables américains ont exposé leur nouvelle position lors d'une réunion à Nairobi, où des divergences importantes persistent avant les négociations prévues en août pour parvenir à un accord mondial sur les plastiques. »

« Le gouvernement américain s'oppose aux mesures visant à lutter contre la production croissante de plastiques dans un nouveau traité mondial, alors que les négociations clés de cette semaine n'ont pas abouti à une percée avant la dernière série de négociations. ... Après des spéculations sur la manière dont l'administration Trump allait gérer les discussions épineuses sur un pacte attendu des Nations unies sur la pollution plastique, les responsables américains ont finalement exposé leur nouvelle position lors d'une réunion informelle de trois jours à Nairobi visant à trouver une voie à suivre avant les négociations du mois prochain à Genève... »

PS : « ... Au cours du mois précédent le début des négociations sur les rives du lac Léman, les négociateurs devraient continuer à affiner leurs stratégies avec une grande inconnue : comment se comporteront les États-Unis ? La présence d'une délégation américaine à Nairobi a été considérée comme un signe d'engagement en faveur du traité sur les plastiques, après que le gouvernement américain sous Trump se soit retiré de la plupart des autres négociations multilatérales sur les questions environnementales et climatiques. Cela pourrait être une bénédiction ou une malédiction, a admis un négociateur. « Ils pourraient être prêts à agir, ou laisser les autres faire leur

travail et ne pas ratifier [le traité] à ce stade », ont-ils déclaré. « Mais s'ils veulent entraver les efforts des autres, cela sera très difficile. »

Nature (éditorial) - La pollution plastique augmente : le traité prévu par l'ONU pour la réduire doit être ambitieux

« De nouvelles recherches sur la pollution par les nanoplastiques et les « substances chimiques préoccupantes » soulignent la nécessité d'un accord solide lorsque les négociations reprendront en Suisse le mois prochain. »

« La consommation mondiale de plastiques explose. Plus de la moitié des plastiques jamais fabriqués l'ont été après 2000. Si l'on continue sur cette lancée, la production mondiale annuelle devrait doubler d'ici 2050. Une grande partie de ces plastiques étant à usage unique et moins de 10 % des déchets plastiques étant actuellement recyclés, la production continuera de polluer les milieux terrestres et marins à travers le monde. C'est dans ce contexte que se déroulera le dernier cycle de négociations sur un traité des Nations unies sur la pollution plastique, dans moins d'un mois. Des négociateurs et des observateurs de pays du monde entier se réuniront à Genève, en Suisse, du 5 au 14 août, dans l'espoir de s'accorder sur un texte susceptible d'apporter un changement significatif... »

ODI (Commentaire d'expert) - Quelle est la prochaine étape pour le financement de la lutte contre le changement climatique ? De Séville à Belém

O Tan et al ; <https://odi.org/en/insights/whats-next-for-climate-finance-from-seville-to-belem/>

« Alors que le calme revient après les négociations acharnées de la COP29 sur le nouvel objectif collectif quantifié (NCQG), l'attention se porte désormais sur la manière dont l'objectif de financement climatique sera atteint. Le défi consiste à déterminer comment l'objectif de financement de priorités de plus en plus interdépendantes dans un contexte difficile marqué par le stress de la dette et la réduction de l'aide publique au développement. »

« Le document final de la FfD4, l'Engagement de Séville, va au-delà des résultats précédents de la FfD (le Programme d'action d'Addis-Abeba) en intégrant de manière significative le financement climatique dans le cadre plus large du financement du développement, plutôt que de le traiter comme un volet distinct. Alors que le Programme d'action d'Addis-Abeba reconnaissait les engagements existants en matière de financement climatique (l'objectif de 100 milliards de dollars), l'Engagement de Séville appelle activement à la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre. Cela marque une évolution significative... Voici les cinq résultats obtenus par la FfD4 en matière de financement climatique... »

Julia Steinberger – Néoclimatopolitique

<https://jksteinberger.medium.com/climate-necropolitics-0488bedc00a0>

« Je pense beaucoup à la politique et à la mort ces derniers temps. En fait, je ne pense qu'à ça. Je pense que vous devriez aussi. La « néoclimatopolitique » est la politique de la mort. [Le philosophe](#)

camerounais Achille Mbembe a inventé ce terme pour décrire la **politique mortifère du colonialisme** : des conditions dans lesquelles ceux qui détiennent le pouvoir n'ont pas à se soucier de qui vit ou meurt... »

Steinberger se concentre ici sur la **nécropolitique climatique**.

Conflit/guerre et santé

FT - BCG a élaboré un plan pour « relocaliser » les Palestiniens de Gaza

<https://www.ft.com/content/c0e661cc-55db-4e2a-b17b-a656e0cf6c14>

« **Un cabinet de conseil a joué un rôle de plusieurs millions de dollars dans un nouveau programme d'aide controversé pour cette enclave dévastée.** »

Citation : « ... Le modèle a calculé que la réinstallation en dehors de Gaza coûterait 23 000 dollars de moins par Palestinien que le coût de leur prise en charge à Gaza pendant la reconstruction. »

- Connexes : [Le Tony Blair Institute lié à un plan pour Gaza qualifié de nettoyage ethnique : rapport](#)

« Des documents montrent que le personnel du TBI a participé à des discussions sur un plan pour Gaza condamné pour promouvoir le nettoyage ethnique. »

FT – Save the Children suspend son partenariat avec BCG en raison de son travail à Gaza

« Le directeur de l'organisation caritative est « consterné et profondément troublé » par les informations du FT sur l'implication du cabinet de conseil. »

HPW – L'OMS a un nouveau contrat de 4,2 millions de dollars en attente avec le Boston Consulting Group

<https://healthpolicy-watch.news/exclusive-who-has-a-new-4-2-million-contract-pending-with-boston-consulting-group/>

« **L'Organisation mondiale de la santé a un projet de contrat de 4,295 millions de dollars avec le Boston Consulting Group en attente dans son système de gestion mondiale (GSM)**, a appris Health Policy Watch, alors même que Save the Children a suspendu ses relations avec BCG, en raison de l'implication présumée de deux anciens membres de son personnel dans le développement de projets controversés à Gaza. **S'il est approuvé et exécuté, le nouveau contrat de l'OMS serait le deuxième en six mois à être attribué à BCG.** Selon les registres du GSM consultés par Health Policy Watch, l'OMS a dépensé quelque 2 849 745 dollars entre le 7 avril et le 15 mai pour les

services de ce cabinet de conseil basé à Boston, afin de soutenir la première phase de la restructuration massive de l'OMS. »

PS : « Dans une réponse intitulée « rectification des faits » publiée dimanche 6 juillet, BCG a déclaré que deux anciens partenaires s'étaient secrètement engagés dans une évaluation des coûts d'évacuation post-conflit à Gaza, à l'insu de BCG. « Les récents articles parus dans les médias ont déformé le rôle de BCG dans la reconstruction de Gaza après la guerre », a déclaré BCG. « Deux anciens partenaires ont lancé ce travail, alors que le partenaire principal avait reçu l'ordre catégorique de ne pas le faire. Ce travail n'était pas un projet de BCG. Il a été orchestré et mené secrètement, en dehors du champ d'action et sans l'accord de BCG. Nous désavouons totalement ce travail. BCG n'a reçu aucune rémunération pour ce travail... »

HPW – Massacres, violences sexuelles et famine frappent le nord du Darfour alors que les rebelles préparent l'assaut d'El Fasher

<https://healthpolicy-watch.news/mass-killings-rape-and-famine-grip-north-darfur-as-rebels-prepare-el-fasher-assault/>

« Les atrocités de masse, la famine, les attaques contre les services de santé, les violences sexuelles et ethniques sont le lot quotidien de la guerre civile au Soudan depuis le début des violences il y a plus de deux ans. Alors que la paix semble loin d'être en vue, un rapport publié jeudi par Médecins sans frontières dresse un bilan accablant : rien n'a changé... »

HPW - Des défenseurs israéliens des droits juridiques et des droits des femmes appellent l'ONU à tenir le Hamas responsable des violences sexuelles commises le 7 octobre

<https://healthpolicy-watch.news/israeli-legal-and-gender-advocates-call-on-un-to-hold-hamas-accountable-for-sexual-violence/>

« Une équipe d'experts israéliens en droit et en questions de genre a appelé les Nations unies à tenir le Hamas responsable de l'utilisation systématique de la violence sexuelle lors des attaques contre des communautés israéliennes près de Gaza le 7 octobre 2023 et au cours de la prise en otage de quelque 251 Israéliens et étrangers au cours des mois qui ont suivi. S'exprimant lors d'une conférence de presse avec la presse onusienne à Genève mercredi, des personnalités du [projet Dinah](#) ont déclaré que l'ONU devrait interdire ou mettre sur liste noire le Hamas pour avoir utilisé la violence sexuelle « comme arme tactique de guerre », tandis que les tribunaux internationaux devraient poursuivre les responsables du Hamas qui auraient dirigé ou commis ces violences... ».

Quelques rapports et recueils supplémentaires...

Rapport mondial sur les risques de l'ONU

<https://unglobalriskreport.org/>

« Afin de mieux comprendre ces risques et de s'y préparer, les Nations Unies ont mené une enquête mondiale auprès des parties prenantes issues des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire. Les résultats de cette enquête ont permis d'identifier quatre groupes de 11 risques considérés comme très importants et pour lesquels la préparation est la plus insuffisante. Nous les appelons les « vulnérabilités mondiales ». Ils comprennent des risques dans les domaines politique, technologique, sociétal et environnemental... »

« L'enquête a demandé quels étaient les risques les plus importants et ceux auxquels les institutions multilatérales étaient les moins préparées :

1. **Les vulnérabilités mondiales** apparaissent lorsque les institutions sont mal préparées à faire face à des risques importants ; elles se regroupent dans les domaines politique, technologique, sociétal et environnemental.
2. **De nombreux risques se transforment déjà en crises** : plus de 80 % des personnes interrogées ont identifié la désinformation et la mésinformation, l'une des principales vulnérabilités mondiales, comme un risque actuel.
3. **Les risques environnementaux sont une priorité dans toutes les régions** : cinq des dix risques les plus importants sont liés à l'environnement.
4. **L'action multigouvernementale est considérée comme la réponse la plus efficace** pour atténuer les risques mondiaux et surmonter les obstacles tels que la faiblesse de la gouvernance et l'absence de hiérarchisation des priorités.
5. **Quatre scénarios d'avenir montrent** comment notre action commune pour faire face aux vulnérabilités mondiales peut conduire à un effondrement ou à des avancées décisives.

« Pour illustrer le potentiel d'une action commune améliorée, ce rapport se termine par quatre scénarios d'avenir, allant d'une collaboration multilatérale fragmentée à une collaboration multilatérale forte (scénario d'effondrement, scénario du statu quo, scénario de progrès, scénario de percée) ... ».

PS : risque principal : inaction face au changement climatique : 1 ; « nouvelle pandémie » : classée en 12e position.

BMJ Collection - L'expérience vécue comme expertise

<https://www.bmjjournals.org/collections/lived-experience>

« ... Cette collection BMJ met en évidence le pouvoir de la reconnaissance de l'expérience vécue en tant qu'expertise, qui peut transformer les soins de santé, et examine les opportunités et les défis liés à la mise en œuvre d'un engagement significatif, dans une optique d'équité en matière de santé et d'intersectionnalité. Tous les auteurs principaux sont des experts par expérience. Comme le montre cette collection, l'inclusion des personnes ayant une expérience vécue ne doit pas être symbolique et n'est pas seulement souhaitable. Une telle expertise est essentielle, et tout engagement qui ne serait pas total serait inacceptable. »

Nous signalons déjà, entre autres :

- Éditorial – [L'expérience vécue : de l'intention à mondiale l'action](#)

« Il est temps de considérer l'**expérience vécue** comme une expertise et de faire de l'engagement inclusif une pratique courante. »

« Il est incontestable que les personnes devraient avoir leur mot à dire dans les décisions de santé qui les concernent. L'« expérience vécue » – les connaissances acquises en tant que patient, soignant ou proche – est de plus en plus reconnue par les cliniciens, les décideurs politiques, les chercheurs et le public comme une expertise essentielle pour garantir que les soins de santé soient pertinents, réactifs, efficaces, résilients, équitables et pleinement inclusifs. La collection BMJ sur l'**expérience vécue en tant qu'expertise met en évidence certaines des façons dont l'expérience vécue a contribué à améliorer les soins...** »

« ... Le nombre croissant d'exemples d'inclusion des patients, le cadre de l'OMS pour un engagement significatif et la résolution sur la participation sociale montrent que les acteurs nationaux et mondiaux sont déterminés à faire de la co-création des soins de santé non seulement un sujet de discussion, mais une réalité. La nouvelle collection du BMJ met en évidence la valeur, les compétences et les capacités des personnes ayant une expérience vécue dans l'amélioration des soins de santé et de la santé. Les responsables de la santé à tous les niveaux disposent des éléments nécessaires pour faire des soins de santé participatifs une pratique courante. »

- **La décolonisation de la santé mondiale doit inclure civile** la société

« Les déséquilibres en matière de pouvoir et de ressources dont souffrent les organisations non gouvernementales africaines doivent être corrigés afin de garantir que les personnes ayant une expérience vécue dans les pays du Sud puissent participer de manière significative à l'élaboration des politiques et des pratiques en matière de soins de santé », écrivent Kwanele Asante, Francis Chinegwundoh et Rachel Hammonds.

Divers

Banque mondiale (blog) - Comprendre le revenu des pays : classifications des revenus du Groupe de la Banque mondiale pour l'exercice 2026 (1er juillet 2025-juin 2026)

https://blogs.worldbank.org/en/opendata/understanding-country-income--world-bank-group-income-classifica?cid=ECR_LI_Worldbank_EN_EXT_profilesubscribe&trk=_publishing-image-block

Mise à jour habituelle. Voici quelques conclusions :

« **En 1987**, 30 % des pays déclarants étaient classés comme pays à faible revenu et 25 % comme pays à revenu élevé. **En 2024**, ces proportions sont passées à 12 % pour les pays à faible revenu et 40 % pour les pays à revenu élevé. ... »

« ...**Asie du Sud** : tous les pays sont passés de la catégorie des pays à faible revenu en 1987 à celle des pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur d'ici 2024. **Afrique subsaharienne** : les

pays à faible revenu sont passés de 75 % à 45 %, un pays ayant atteint le statut de pays à revenu élevé..... »

PS : « **La Namibie est le seul pays dont la classification a baissé cette année**, passant de la catégorie « revenu intermédiaire supérieur » à celle de « revenu intermédiaire inférieur »... »

Guardian – Diverses, communautaires, fluides en termes de genre : la véritable histoire des familles africaines est en train d'être blanchie

Wambui Esther Kimani ; <https://www.theguardian.com/global-development/2025/jul/09/african-families-diversity-communal-genderfluid-queer-history-rightwing-gender-nuclear>

« **Les moralistes de droite prônent la famille nucléaire comme modèle idéal. Mais il s'agit là d'une mentalité néocoloniale qui n'a rien d'africain.** »

« ... **La notion de famille nucléaire** – un couple hétérosexuel marié élevant ses enfants biologiques dans un même foyer, telle qu'elle a été promue lors de la **récente conférence « Strengthening Families » à Freetown, en Sierra Leone, et lors de la Conférence panafricaine sur les valeurs familiales à Nairobi** – n'est pas propre à l'Afrique. Elle a été importée, imposée et idéalisée par le colonialisme, l'influence missionnaire et la restructuration capitaliste... »

Devex - Opinion : Nous avons un consensus mondial sur les données. Il est temps de passer à l'étape suivante

Claire Melamed ; <https://www.devex.com/news/opinion-we-have-global-consensus-on-data-time-for-the-next-step-110456>

« **Les États membres des Nations unies se sont tous mis d'accord sur la voie à suivre pour renforcer les systèmes mondiaux de données.** »

« **La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue la semaine dernière à Séville, est une occasion de changement. Le document final récemment adopté** parle beaucoup de partenariats, de cohérence, de leadership national, d'efficacité et **de données**. **Il est encourageant de constater que les données sont l'un des rares sujets sur lesquels les États membres des Nations unies sont réellement d'accord. Mais un consensus sans action ne suffit pas.** »

« **La prochaine étape est claire et déjà définie. Le document final de Séville exhorte tous les gouvernements à renforcer leurs systèmes nationaux de données et de statistiques et appelle les donateurs à s'engager à ce que l'aide publique au développement soutienne les plateformes nationales, et non des plateformes parallèles.** Aujourd'hui, avec le lancement de la Plateforme d'action de Séville, **une coalition menée par la Colombie, la Norvège et le Royaume-Uni prévoit de faire avancer ces idées.** L'accord est en place, et le test sera dans ce qui va se passer ensuite... »

Avec trois moyens concrets pour concrétiser cette vision.

Guardian – La CPI délivre un mandat d'arrêt contre le chef suprême des talibans pour persécution des femmes

<https://www.theguardian.com/global-development/2025/jul/08/international-criminal-court-icc-arrest-warrants-taliban-supreme-leader-persecution-women>

« Les militants des droits humains saluent la décision d'arrêter Haibatullah Akhundzada et le président de la Cour suprême afghane Abdul Hakim Haqqani pour crimes contre l'humanité. »

UN News – En Asie du Sud, l'anémie menace la santé et l'avenir économique des femmes

« L'anémie reste l'une des crises sanitaires les plus discrètes mais les plus répandues en Asie du Sud. Elle touche de manière disproportionnée les femmes et les filles les plus pauvres de la région. Avec 18 millions de cas supplémentaires prévus d'ici 2030, les experts estiment qu'une action urgente et concertée est indispensable. »

« L'avertissement, publié mercredi conjointement par les agences des Nations unies et le bloc socio-économique régional SAARC, souligne le statut de l'Asie du Sud en tant que « centre mondial » de l'anémie chez les adolescentes et les femmes. ... On estime que 259 millions de personnes souffrent déjà de cette maladie, qui altère la capacité de l'organisme à transporter l'oxygène, contribuant à la fatigue chronique, à de mauvais résultats maternels et à une participation réduite à l'éducation et à l'économie... »

Gouvernance mondiale de la santé et gouvernance de la santé

Geneva Solutions - Les licenciements s'accumulent à Genève internationale dans un contexte de coupes budgétaires douloureuses

<https://genevasolutions.news/global-news/international-geneva-layoffs-pile-up-amid-painful-funding-cuts>

Entre autres, présentation de la situation à l'ONUSIDA, à l'OMS et à GAVI (licenciements et restructuration en cours).

Lettre du Lancet – Du multilatéralisme d'urgence à une diplomatie sanitaire résiliente

Brian Li Han Wong, I Kickbusch et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)01205-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)01205-X/fulltext)

« La convergence de multiples crises – notamment la pandémie de COVID-19, la fragmentation géopolitique, les chocs climatiques, les bouleversements numériques et la précarité économique – a mis en évidence la fragilité et les limites de la coopération mondiale en matière de santé. Bien que

les institutions multilatérales aient mis en place des mesures d'urgence, de nombreux efforts ont été entravés par le morcellement des financements et de la gouvernance, l'accès inégal à l'innovation et une diplomatie dictée par des intérêts particuliers. Dans un monde confronté à des difficultés de financement de la santé, à des tensions géopolitiques croissantes et à une polarisation accrue, il est urgent de mettre en place un modèle de santé mondiale plus pérenne, capable de résister aux chocs et d'instaurer une confiance durable. Nous proposons de passer d'un multilatéralisme réactif et axé sur les situations d'urgence à une diplomatie de la santé résiliente : une approche durable, inclusive et tournée vers l'avenir, fondée sur un leadership partagé, l'instauration d'un climat de confiance et un financement durable... ».

LSE (blog) - Où en sommes-nous en matière d'« espace politique » et de mise en œuvre de règles commerciales et d'investissement favorables aux pays en développement ?

Duncan Green ; <https://blogs.lse.ac.influencechange/2025/07/09where-arewepolicy-space-and-making-trade-and-investment-rules>uk/activism--at-on-work-for-developing-countries/

Lecture recommandée. À propos d'un événement organisé la semaine dernière par le Development Leadership Dialogue de la SOAS et présidé par Ha-Joon Chang. Avec plusieurs messages clés.

Devex - La relève à l'ONU

C Lynch ; <https://www.devex.com/news/the-un-s-changing-of-the-guard-110444>

« À vos marques, prêts, partez : une nouvelle génération de dirigeants potentiels de l'ONU se lance dans la campagne électorale qui redéfinira l'organisation mondiale pour les années à venir. »

(Il ne s'agit pas seulement de la sélection du prochain secrétaire général des Nations unies, mais aussi d'un certain nombre d'autres agences des Nations unies, telles que le PNUD, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, ...)

PS : « ... les États-Unis et la Russie ont rejeté l'idée que les femmes devraient être favorisées dans la course, encourageant les hommes à tenter leur chance... « L'élection de Trump a bouleversé la course à la secrétaire générale », a déclaré R Gowan. « Il y a un an, tout le monde s'accordait à dire que le prochain dirigeant de l'ONU serait une femme, probablement une experte en développement. Cela favorisait des candidates telles que Mia Mottley. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde à l'envers, où les diplomates affirment que les États-Unis insisteront pour avoir un homme. »

« ... « Les enjeux de ce processus électoral sont énormes, tant pour les Nations unies que pour l'ensemble du droit international, des normes et des valeurs qui fondent la Charte des Nations unies », a déclaré Anjali Dayal, professeur à l'université Fordham, qui a rédigé un article sur la course. « L'organisation est confrontée à une crise financière sans précédent précipitée par le virage à droite de la politique américaine, et ce même virage menace également de saper les objectifs fondamentaux des Nations unies. »

- Nous vous invitons à lire l'[article de Mme Dayal : Qui peut diriger un monde en plein désarroi ? L'élection du prochain secrétaire général des Nations unies](#)

« À l'approche de la sélection du prochain secrétaire général des Nations unies en 2026, les États membres sont confrontés à un moment décisif pour l'avenir de la coopération multilatérale. Dans cette analyse opportune et incisive, Anjali Dayal explore comment l'évolution du paysage politique mondial, marqué par la montée du nationalisme, les tensions financières et la polarisation géopolitique, façonne les enjeux et la dynamique de la course à la tête de l'ONU. **Mme Dayal examine la double pression qui s'exerce : d'une part, le virage à droite de la politique américaine, qui a perturbé l'équilibre interne du Conseil de sécurité, et d'autre part, les efforts parallèles visant à démocratiser et à moderniser le processus de sélection, notamment les appels en faveur de l'égalité des sexes et d'une plus grande transparence.** Dans ce contexte, l'essai examine quel type de leadership est le plus à même de naviguer dans le délicat processus de nomination en deux étapes impliquant à la fois le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, et ce qu'il faudra pour guider l'ONU à travers une période de incertitude institutionnelle. »

Politico - Pour sauver l'économie mondiale, expulsez les États-Unis de l'OMC

K Hopewell ; <https://www.politico.eu/article/to-save-the-global-economy-kick-the-us-out-the-world-trade-organization/>

Elle a mis le doigt sur quelque chose  . « **L'ampleur de la violation des règles par Trump est sans précédent et exige une réponse sans précédent.** »

« Avec la menace du président américain Donald Trump d'augmenter considérablement les droits de douane à partir du 9 juillet, notamment de 50 % sur presque tous les produits en provenance de l'UE, l'économie mondiale est au bord du gouffre. **La semaine dernière, le bloc a lancé l'idée de créer une alternative à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en coopérant avec des pays partageant les mêmes idées afin de maintenir l'état de droit dans le commerce. Mais il existe une meilleure option : conserver l'OMC, mais exclure les États-Unis... »**

CGD (blog) - Le nouveau cadre de résultats de l'IDA : moins, c'est vraiment mieux ?

K Mathiasen ; <https://www.cgdev.org/blog/ida-new-results-framework-is-less-really-more>

« **Dans une nouvelle note (CGD), j'examine de près le nouveau système de gestion des résultats de l'IDA, qui est entré en vigueur la semaine dernière au début de la^{21e} reconstitution et qui sera applicable jusqu'au 30 juin 2028.** J'ai fait cela pour deux raisons : 1) il y a des changements importants dans la manière dont l'IDA mesurera les résultats dans le cadre de l'IDA21 ; et 2) de nombreuses parties prenantes s'appuient sur les indicateurs de résultats pour plaider en faveur de son financement... »

« **En fin de compte, si l'objectif d'alignement des entreprises** [Au cours des négociations de l'IDA21, les actionnaires ont convenu de remplacer un système autonome de mesure des résultats par le tableau de bord du Groupe de la Banque mondiale (GBM), alignant les indicateurs de l'IDA, la BIRD, la SFI et la MIGA] **est louable, je crains que la décision de supprimer les indicateurs de résultats liés au capital humain et à l'égalité des sexes ne rende plus difficile pour certaines parties prenantes de défendre efficacement l'IDA à l'avenir... ».**

- [Note du CGD – Le nouveau cadre de résultats de l'IDA21 pourrait-il rendre l'IDA22 plus difficile à défendre ?](#) connexe

« ... il y a toutefois un inconvénient : les indicateurs de résultats de l'IDA sont strictement limités aux 22 questions couvertes par le tableau de bord. En conséquence, **certaines questions qui étaient prioritaires dans l'IDA20 et avant ne sont plus incluses, ce qui crée d'importantes lacunes en matière de responsabilité et de données**. Par exemple, **l'IDA ne dispose désormais que d'un seul indicateur de résultats dans le domaine de la santé : le nombre de personnes bénéficiant de services de santé, de nutrition et de population de qualité**. Auparavant, ces données étaient ventilées par catégorie, ce qui permettait aux parties prenantes de mieux comprendre l'impact de l'IDA... »

« **Cette lacune est particulièrement flagrante dans le domaine du genre, y compris la santé sexuelle et reproductive (SSR), qui ne fait plus l'objet d'aucun indicateur de résultats.** L'IDA21 ne comporte qu'un seul engagement en matière de genre — mettre en œuvre la nouvelle stratégie de la Banque mondiale en faveur de l'égalité des sexes dans tous les pays bénéficiaires de l'IDA — qui sera mesuré à l'aide d'un indicateur général : « **millions de personnes bénéficiant de mesures visant à promouvoir l'égalité des sexes, dont (%) grâce à des mesures qui élargissent et favorisent les opportunités économiques** ». La mise en œuvre généralisée de la stratégie en matière d'égalité des sexes est un objectif ambitieux, mais comme nous le verrons ci-dessous, il est moins ambitieux qu'il n'y paraît. Et l'indicateur lui-même ne donnera aucune indication sur les résultats en matière d'égalité des sexes au niveau des programmes... »

ODI (Note d'information/document d'orientation) - Renforcer l'intégrité de l'aide contre les acteurs anti-genre : un outil pour soutenir les processus de diligence raisonnable des donateurs d'APD bilatéraux et multilatéraux

A Burni ; <https://odi.engthening-aid-integrity-against-anti-genderactors-a-tool-to-support-bilateral-and-multilateral-odaorg/en/publications/str--donors-due-diligence-processes/>

« Dans un contexte de réduction des budgets de l'APD et de mouvements anti-genre de plus en plus bien financés, coordonnés et transnationaux, **comment les donateurs d'aide étrangère peuvent-ils améliorer leurs processus de diligence raisonnable et réduire le risque de financer par inadvertance des acteurs qui sapent l'égalité des sexes ?** Dans un contexte où les acteurs anti-genre sont de plus en plus professionnels, **ce nouvel outil a été développé pour aider les donateurs de l'APD, ainsi que leurs agences d'exécution et leurs partenaires, à renforcer leurs efforts en matière de diligence raisonnable.** Il vise à permettre aux parties prenantes de mieux comprendre le fonctionnement des mouvements anti-genre et à les aider à reconnaître les signes avant-coureurs qui pourraient justifier une enquête plus approfondie. L'outil propose des exemples concrets d'activités ciblant les droits des femmes et des personnes LGBTQI+, une compilation des réseaux, des espaces et des bailleurs de fonds anti-genre recensés dans la littérature, ainsi que les meilleures pratiques en matière de diligence raisonnable. »

- Connexes : Rapport mondial Lancet - [Plus d'un milliard de dollars dépensés pour anti-genre en Europe](#) des initiatives

Euractiv - Les ONG en « mode survie » alors que le financement EU4Health s'épuise

<https://www.euractiv.com/section/health-consumers/news/ngos-in-survival-mode-as-eu4health-funding-dries-up/>

(accès restreint) « **Face à la réduction des financements de l'UE, les ONG pourraient être contraintes de se tourner vers des donateurs privés ou américains**, un changement qui pourrait menacer les progrès réalisés dans des domaines clés de la santé et compromettre les priorités en matière de santé publique. »

Politique mondiale – La technologie pour qui et pour quoi ? Une vision du Sud sur la diplomatie technologique

Eugenio V. Garcia ;<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1758-5899.70024>

« ... Ce **document d'orientation** examine ce que les pays du Sud peuvent faire pour garantir que la technologie aide l'humanité à mettre fin à la pauvreté, à bâtir des sociétés résilientes, à protéger la planète et à atteindre les ODD d'ici 2030. Il est **grand temps de mettre en place une diplomatie technologique axée sur le développement afin de favoriser l'innovation par la diffusion, l'accès, l'inclusion, la répartition équitable des avantages, les priorités nationales et l'appropriation locale...** »

CSU et SP

P4H - Financement innovant de la santé au Congo : une taxe sur les produits nocifs

<https://p4h.world/en/news/innovative-health-financing-in-congo-a-tax-on-harmful-products/>

« Le secteur privé en RDC participe à des discussions sur un **mécanisme de financement innovant, une taxe spécifique destinée à la promotion de la santé**. Les recettes de cette taxe sur les produits nocifs sont destinées à alimenter de manière permanente **le Fonds de promotion de la santé**. »

Telegraph – Milei a pris une tronçonneuse pour démanteler le système de santé argentin. Aujourd'hui, celui-ci « se vide de son sang ».

[Telegraph](#) :

« Autrefois fiers piliers péronistes de la constitution nationale, **les hôpitaux argentins s'effondrent sous le poids du gouvernement libertaire**. »

OMS (Note d'orientation) - Tuberculose et soins de santé primaires : synergies et opportunités pour une couverture sanitaire universelle : note d'orientation

<https://www.who.int/publications/i/item/9789240111295>

« Cette note d'orientation explore les synergies et les opportunités qui découlent de l'alignement de la riposte à la tuberculose sur les principes des soins de santé primaires, afin de faire progresser conjointement les efforts respectifs visant à renforcer les soins de santé primaires et à éliminer la tuberculose en tant que menace pour la santé publique. »

Plos GPH - Qu'est-ce qui ralentit les progrès du renforcement des systèmes de santé au niveau infranational ? Une analyse politico-économique de trois districts en Ouganda

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.002673>

Par Justine Namakula, F Ssengooba et al.

Plos GPH - Quels sont les facteurs qui déterminent la probabilité d'une personne d'être affiliée à une assurance maladie communautaire gérée par des professionnels ? Résultats d'une étude cas-témoins transversale menée dans deux districts du Mali

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0004892>

Par Hamidou Niangaly, V Ridde et al.

International Journal for equity in health - Participation communautaire et contrats entre acteurs étatiques et non étatiques dans les soins de santé primaires : une revue exploratoire des données disponibles

Par Zoheb Khan et al.

Préparation et réponse aux pandémies / Sécurité sanitaire mondiale

Euractiv – L'UE recherche une coopération en matière de défense pour les futures urgences sanitaires

<https://www.euractiv.com/section/health-consumers/news/exclusive-eu-seeks-defence-cooperation-for-future-health-emergencies/>

« Bruxelles vise une innovation plus rapide, des chaînes d'approvisionnement plus solides et une coopération militaire dans le cadre d'un nouveau plan de contre-mesures médicales. »

« La Commission cherche à établir une coopération étroite avec les ministres de la Défense de l'UE dans le cadre d'un nouveau plan de contre-mesures médicales visant à faire face aux crises sanitaires futures, selon un document consulté par Euractiv. La stratégie, qui doit être présentée

en juillet, définit la manière dont l'UE peut réagir plus rapidement et plus efficacement aux futures pandémies ou urgences sanitaires résultant d'une guerre chimique ou biologique. Elle se concentre sur les contre-mesures médicales ou tout ce qui peut contribuer à protéger ou à traiter les personnes pendant une crise sanitaire. Ces mesures couvrent un large éventail d'outils, notamment les vaccins, les thérapies, les diagnostics et les équipements de protection individuelle (EPI) tels que les masques. Le plan s'articule autour de trois objectifs principaux : détecter les menaces à un stade précoce, veiller à ce que les pays disposent de suffisamment de fournitures médicales et accélérer le développement de nouveaux traitements, en particulier face à la résistance aux antimicrobiens (RAM). »

PS : « Un nouvel accélérateur de contre-mesures médicales, qui sera lancé d'ici la fin 2025, servira de guichet unique pour les entreprises qui développent des technologies de santé. Il fournira un cadre de financement simplifié pour aider les entreprises à accéder à divers outils financiers, allant des subventions et des prêts au capital-risque... »

Santé internationale - Évaluation conjointe externe des résultats en matière de mortalité due à la COVID-19 et à d'autres maladies infectieuses dans 96 pays

<https://academic.oup.com/inthealth/article/17/4/440/7916294?login=false>

Par Yuri Lee et al.

BMC Public Health - Quels secteurs devraient être impliqués dans la prise de décision en matière de préparation, de réponse et de rétablissement en cas d'urgence de santé publique ? Une procédure de consensus modifiée par RAND parmi les experts des pays de l'Union européenne

Par L. S. Kengne Kamga et al.

Santé planétaire

Actualités sur le changement climatique - La plus haute juridiction latino-américaine confirme le droit à un « climat sain » et appelle à la maîtrise des énergies fossiles

<https://www.climatechangenews.com/2025/07/04/top-latin-american-court-iachr-healthy-climate-fossil-fuel-litigation-advisory-opinion/>

« La Cour interaméricaine des droits de l'homme rend un avis consultatif historique sur le changement climatique, exhortant les États à réglementer les combustibles fossiles et les émissions des entreprises... »

Reuters - Le plus grand fonds mondial pour le climat renforce ses plans d'investissement

Reuters :

« Le conseil d'administration du Fonds vert pour le climat approuve la plus importante série d'investissements ; cette décision intervient alors que les pays riches se retirent largement de l'aide internationale ; l'objectif est de réduire les délais d'accès aux fonds pour les partenaires. »

« Le plus grand fonds multilatéral pour le climat au monde a annoncé qu'il allait réaliser sa plus grande série d'investissements jamais réalisée et accélérer la conclusion d'accords afin d'aider les pays les plus pauvres à faire face au réchauffement climatique. Le Fonds vert pour le climat prévoit de débloquer environ 1,2 milliard de dollars pour 17 projets, principalement en Asie et en Afrique, après avoir obtenu l'accord de ses actionnaires, dont les États-Unis, lors d'une réunion cette semaine, dans un contexte politique tendu marqué par une réduction drastique de l'aide au développement... »

Article du BMJ - Comment le changement climatique menace l'Afrique en exacerbant la fièvre de la vallée du Rift

<https://www.bmjjournals.org/content/390/bmj.r1342>

« Un virus transmis par les moustiques qui provoque des avortements massifs chez le bétail a tué des centaines de personnes en Afrique de l'Est, et le changement climatique accélère sa propagation. Frank Burkybile rend compte de la menace croissante que représente la fièvre de la vallée du Rift. »

Nature Africa - Comment l'Afrique paie le prix de la fast fashion indésirable

« La surproduction, les fibres synthétiques et l'insuffisance des infrastructures de gestion des déchets transforment les vêtements d'occasion en une crise environnementale croissante. »

Guardian - La fonte des glaciers et des calottes glaciaires pourrait déclencher une vague d'éruptions volcaniques, selon une étude

<https://www.theguardian.com/environment/2025/jul/08/climate-crisis-melting-glaciers-ice-caps-volcanic-eruptions-chile-antarctica-volcanoes>

« Des recherches menées au Chili suggèrent que la crise climatique rend les éruptions plus probables et plus explosives, et mettent en garde contre les risques pour l'Antarctique. »

« ... Les éruptions volcaniques peuvent refroidir temporairement la planète en projetant dans l'atmosphère des particules qui réfléchissent la lumière du soleil. Cependant, des éruptions prolongées rejettent des quantités importantes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, notamment du dioxyde de carbone et du méthane. Cela réchaufferait encore davantage la planète

et pourrait créer un cercle vicieux, dans lequel la hausse des températures ferait fondre la glace, ce qui entraînerait de nouvelles éruptions et un réchauffement climatique accru... »

Nature – Air chaud : les vagues de chaleur les plus extrêmes s'accélèrent

https://www.nature.com/articles/d41586-025-02109-5?utm_source=bluesky&utm_medium=social&utm_campaign=nature&utmLinkId=15616009

« Les régions tropicales où les vagues de chaleur sont déjà courantes seront les plus durement touchées par cette tendance. »

« ... les auteurs ont constaté que les vagues de chaleur les plus longues sont celles qui augmentent le plus. En Afrique équatoriale, par exemple, les vagues de chaleur de plus de 35 jours devraient être 60 fois plus fréquentes entre 2020 et 2044 qu'entre 1990 et 2014... »

Lancet Planetary Health (Revue) - L'effet des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique sur la santé et les inégalités en matière de santé : une revue systématique

Annika Hjelmskog et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(25\)00141-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(25)00141-X/fulltext)

« Cette revue systématique se concentre sur les effets des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dans les pays à revenu élevé sur les inégalités en matière de santé... »

Et quelques liens :

- **Science (Expert Voices) - [Les villes, agents de transformation pour mondiale](#)** la durabilité

« ... Les villes sont de plus en plus reconnues comme des acteurs clés pour garantir un avenir sûr sur le plan climatique, protéger la biodiversité, respecter les limites du système planétaire et terrestre, et faire progresser les objectifs de développement durable (ODD). Les villes qui ont réussi à se transformer ont le potentiel de faire bien plus que modifier leur propre trajectoire. Elles peuvent servir de noyaux proactifs pour des transformations sociétales plus larges. Leur rôle doit être étendu et maximisé. À cette fin, nous devons repenser les villes en tant qu'agents de transformation de la durabilité mondiale... »

- **Lancet Planetary Health (revue) - [Cadre conceptuel des environnements alimentaires des femmes et des déterminants de l'acquisition des aliments et de l'apport alimentaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire : une exploratoire revue](#)**

Maladies infectieuses et MTN

GAVI - L'Ouganda renforce la surveillance du choléra le long des frontières menacées

<https://www.gavi.org/vaccineswork/uganda-steps-cholera-surveillance-along-imperilled-borders>

« Face à l'afflux de personnes en provenance de la RDC et du Soudan du Sud, touchés par le choléra, l'Ouganda a renforcé sa surveillance transfrontalière des maladies. »

Article du BMJ - La surveillance des eaux usées révèle le retour discret de la polio

https://www.bmjjournals.org/content/389/bmjj_r1153

« Deux des trois souches de poliovirus sauvages ont été éradiquées, mais l'émergence silencieuse de souches dérivées du vaccin soulève des questions difficiles sur la manière dont le monde a choisi de mener à bien cette tâche. Yemisi Bokinni suit la piste à Lagos, Londres et New York. »

International Journal for Equity in Health - Partenariat public-privé pour éradiquer la tuberculose : défis et opportunités

Par Sarman Singh.

Science Insider - Le toilettage mutuel des chauves-souris vampires contribue à la diffusion d'un vaccin innovant contre la rage

<https://www.science.org/content/article/vampire-bats-mutual-grooming-helps-spread-innovative-rabies-vaccine>

« Un gel que les chauves-souris lèchent sur la fourrure les unes des autres pourrait aider à prévenir les épidémies de rage chez les bovins, un problème croissant en Amérique latine. »

Nature Medicine - La bataille des moustiques

Paul Adepoju ; <https://www.nature.com/articles/s41591-025-03753-0>

« Le paludisme a trouvé un nouvel allié dans la jungle urbaine, mais les scientifiques ripostent avec leurs propres moustiques. »

SS&M - Cartographie des facteurs de risque et de protection liés à la stigmatisation de la tuberculose : une revue exploratoire

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277953625007270>

par M Viera et al ;

Lancet (Commentaire) – Objectif zéro : quand pourrons-nous garantir l'absence de transmission verticale du VIH ?

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)01282-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)01282-6/fulltext)

Commentaire lié à une nouvelle étude publiée dans The Lancet – [Estimation de l'effet de la charge virale maternelle sur la transmission périnatale et postnatale du VIH : revue systématique et méta-analyse](#) (par C M Dugdale et al)

Consultez les résultats (et leur interprétation).

Lancet Infectious Diseases (Commentaire) - La quête des patients pour des options thérapeutiques sûres contre la tuberculose

Rubeshan Perumal et al ; [https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(25\)00362-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(25)00362-7/fulltext)

- Commentaire lié à une nouvelle étude publiée dans The Lancet Infectious Diseases - [Delpazolid en association avec la bédaquiline, la délamandine et la moxifloxacine pour le traitement de la tuberculose pulmonaire \(PanACEA-DECODE-01\) : essai prospectif, randomisé, ouvert, de phase 2b, visant à déterminer la dose optimale](#) ai

MNT

Nature Medicine - Estimations mondiales de l'incidence et de la prévalence des cancers gastriques dans 185 pays

J Y Park et al ; <https://www.nature.com/articles/s41591-025-03793-6>

« Les estimations mondiales des cancers gastriques attendus et évitables chez les personnes nées entre 2008 et 2017 indiquent qu'il y aura 15,6 millions de cas de cancer gastrique au cours de la vie, dont les trois quarts pourraient être évités grâce à des mesures d'éradication de *H. pylori*. »

Pourquoi abandonner le mot « mode de vie » améliorerait la façon dont nous parlons de santé

Lucy Westerman (sur LinkedIn) : <https://www.linkedin.com/pulse/why-retiring-word-lifestyle-would-improve-how-we-talk-lucy-westerdtl8c/>

« Les mots ont leur importance. Et lorsqu'il s'agit de discuter de santé, de maladie et de risque, un mot est particulièrement problématique : « mode de vie ». Le terme « mode de vie » est un raccourci nuisible qui simplifie à l'extrême et déforme des questions de santé complexes et les divers facteurs qui y contribuent... »

Plos GPH - Mise en œuvre d'interventions communautaires pour la gestion des maladies chroniques dans les pays à revenu faible et intermédiaire : une revue exploratoire des données qualitatives

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0004860>

Par Syreen Hassan et al (collaborateurs IHCoR-Afrique).

Global Health Research & Policy - Lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé pour la prise en charge non chirurgicale des lombalgies chroniques primaires chez l'adulte : implications pour l'équité des soins et le renforcement des systèmes de santé à l'échelle mondiale

Par Andrew M. Briggs et al.

TGH - Le vieillissement de la population : les plans nationaux pour le vieillissement gagnent du terrain à l'échelle mondiale,

P Rundlet et al ;<https://www.thinkglobalhealth.org/article/going-gray-national-aging-plans-gain-global-traction>

« L'élargissement des plans relatifs au vieillissement ouvre la voie à une meilleure compréhension des politiques les plus efficaces. »

Déterminants sociaux et commerciaux de la santé

Enquête du BMJ - La malbouffe « échappe à la réglementation publicitaire » grâce au sponsoring sportif de haut niveau au Royaume-Uni

<https://www.bmjjournals.org/content/390/bmj.r1363>

« Une enquête du BMJ révèle plus de 90 accords entre des marques de produits alimentaires ou de boissons riches en graisses, en sel ou en sucre et des entités sportives, alors que l'impact de ce type de sponsoring sur la crise de l'obésité au Royaume-Uni suscite des inquiétudes. Sophie Borland fait le point. »

Droits à la santé sexuelle et reproductive

Plos GPH - Le rôle des lois restrictives sur l'avortement dans l'utilisation des contraceptifs modernes en Afrique subsaharienne

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0004875>

Par M T Kumbeni et al.

Santé néonatale et infantile

Science Insider - Une étude approfondie sur la santé des enfants américains révèle un « déclin constant »

<https://www.science.org/content/article/comprehensive-look-u-s-children-s-health-finds-steady-decline>

« Une nouvelle analyse confirme que **les enfants américains ont plus de risques de mourir que ceux d'autres pays à revenu élevé.** »

Accès aux médicaments et aux technologies de santé

BMJ GH (Commentaire) - Lutter contre le coût (inabordable) des médicaments destinés à traiter les facteurs de risque cardiométaboliques dans le monde : un appel à l'action

N James et al ; <https://gh.bmjjournals.org/content/10/7/e019824>

« Les maladies cardiovasculaires sont l'une des principales causes de décès dans le monde, les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) étant les plus touchés en raison de l'accès limité à des traitements abordables, des contraintes du système de santé et des défis socio-économiques. **Une facilité d'accès aux médicaments abordables (AMF) pour les maladies cardiovasculaires** pourrait réduire le coût des médicaments, augmenter leur disponibilité et améliorer l'accès pour les personnes qui en ont le plus besoin... »

Santé publique mondiale - Parvenir à un accès équitable aux technologies de santé pendant une pandémie : enseignements tirés des pratiques et politiques de transfert de technologie des universités britanniques 2019-2023

par Ayolola Eni-Olotu et al.

- Lien : SS&M - [Les médicaments en mouvement : une exploration ethnographique du commerce pharmaceutique transfrontalier informel en Afrique](https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953625006884) (par K Hampshire et al)

Décoloniser la santé mondiale

SS&M - Vers un lien décolonial entre chaleur et santé : perturbateurs, facilitateurs et propriétés énergétiques de la chaleur du XIXe siècle à nos jours

Dao-Wei Sim a et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0277953625006884>

« ... Partant du principe que notre compréhension actuelle de la santé et de la chaleur existe à un moment particulier, défini socialement, cet article récupère, réinterprète et décolonise ces divers points de vue et expériences à travers une revue historiographique interdisciplinaire qui examine les travaux scientifiques pertinents, historiques, ethnographiques et fondés sur l'histoire, consacrés à la santé et à la chaleur, couvrant la période allant des années 1800 à nos jours. À travers une évaluation critique de ces études, nous proposons trois catégories analytiques qui peuvent être utilisées pour encadrer, organiser et établir les bases d'études historiques et ethnographiques sur la santé et la chaleur : la chaleur comme (a) facteur *perturbateur de la santé* ; (b) *facteur favorisant la santé* ; et (c) *propriété énergétique de la santé*. Ces trois catégories représentent un décentrage des points de vue technocratiques et néfastes sur la santé et la chaleur et les logiques coloniales qui y sont associées. S'appuyant sur des études décoloniales récentes qui soulignent la nécessité de démanteler les épistémologies et les structures eurocentriques dans les sociétés postcoloniales, notre conclusion s'appuie sur ces trois catégories pour proposer des pistes de réflexion sur la manière dont nous pourrions œuvrer à la décolonisation du lien entre chaleur et santé. »

Divers

Devex – Pourquoi la sécurité alimentaire est au cœur des réformes financières internationales

<https://www.devex.com/news/why-food-security-is-central-to-international-financial-reforms-110430>

« Les crises récentes, telles que la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, ont exacerbé l'insécurité alimentaire et épuisé les ressources fiscales des pays vulnérables, a déclaré Gabriel Ferrero lors d'une table ronde Devex à la Conférence sur le financement du développement. »

« L'élimination de la faim et la transformation des systèmes alimentaires ne figuraient peut-être pas explicitement à l'ordre du jour de la quatrième Conférence sur le financement du développement (FfD4), qui s'est tenue la semaine dernière à Séville, en Espagne, mais ces questions sont en réalité « essentielles » à la réforme de l'architecture financière internationale. C'est ce qu'affirme Gabriel Ferrero, ambassadeur itinérant de l'Espagne pour la sécurité alimentaire mondiale, qui travaille au ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération. ... »

« M. Ferrero a souligné la récente crise alimentaire mondiale résultant de la pandémie de COVID-19, qui a été aggravée par la guerre menée par la Russie en Ukraine, un important grenier à blé, ainsi que par la hausse des prix des engrains et du carburant... Cette crise a d'abord épuisé les ressources budgétaires des pays les plus vulnérables », a-t-il déclaré, signifiant par là qu'ils n'avaient plus les moyens financiers nécessaires pour garantir l'accès à la nourriture et soutenir la production alimentaire locale. « Cela est lié à la viabilité de la dette et au surendettement », a-t-il poursuivi, ajoutant que ces ressources fiscales auraient pu soutenir les filets de sécurité sociale ou les petits exploitants agricoles. C'est là qu'interviennent les questions clés mises en évidence dans le Compromiso de Sevilla, le document final de la FfD4. « Cette Conférence sur le financement du développement ici à Séville devrait également être une occasion importante d'attirer l'attention, dans ce contexte mondial difficile, sur les fondamentaux », a-t-il déclaré. « Et l'essentiel, c'est de lutter contre la faim, la malnutrition, l'insécurité alimentaire et leurs causes. »...

BMJ - Des mesures concrètes sont nécessaires pour donner la priorité à la santé des femmes dans la recherche mondiale

<https://www.bmjjournals.org/content/390/bmj.r1403>

« Un changement durable nécessite une amélioration de la conception des études, des incitations commerciales et de la participation des patients, écrivent **Kate Womersley et ses collègues**.

« Pendant trop longtemps, la recherche médicale s'est focalisée sur la physiologie masculine, ce qui a conduit à des diagnostics erronés, à des traitements inefficaces avec des effets secondaires importants et à des résultats défavorables pour les femmes. **Prescription for Change, un livre blanc publié en mai 2025 par l'Alliance mondiale pour la santé des femmes du Forum économique mondial et 45 organisations mondiales issues de l'industrie et des secteurs réglementaires**, propose des solutions pour remédier au sous-financement et à l'exclusion des femmes de la recherche. Encourager la recherche inclusive en matière de sexe et de genre permettra de renforcer la science et d'améliorer les résultats en matière de santé... »

Documents et rapports

Bulletin de l'OMS – Numéro de juillet

[https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/?term=\(\({%22Bulletin+of+the+World+Health+Organization%22%5BJournal%5D\)+AND+103%5BVolume%5D\)+AND+7%5BIssue%5D](https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/?term=(({%22Bulletin+of+the+World+Health+Organization%22%5BJournal%5D)+AND+103%5BVolume%5D)+AND+7%5BIssue%5D)

« Dans la section éditoriale, [Nicolas Chartres et al.](#) affirment que **les implications sanitaires de la pollution plastique devraient occuper une place plus importante dans les négociations du traité mondial sur les plastiques**. Aklilu Azazh et al. détaillent les capacités nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques sanitaires locales. »

Commentaire du Lancet - Quand les professionnels de santé ont-ils l'obligation éthique de s'engager dans la défense publique ?

M K Wynia et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)01378-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)01378-9/fulltext)

« En 2025, le gouvernement fédéral américain s'est attaqué à la recherche scientifique et aux preuves, à l'expertise médicale, à la santé publique, à l'équité en matière de santé et aux droits de l'homme. **En cette période difficile, de nombreux professionnels de la santé ne savent pas exactement ce qu'ils peuvent changer, ni s'ils ont l'obligation éthique de s'engager dans la défense publique...** »

Extrait : « ... Compte tenu de ces préoccupations éthiques, historiques et pragmatiques, dans quelles conditions l'engagement dans la défense des intérêts publics n'est-il pas seulement moralement bon ou surérogatoire, mais constitue-t-il une obligation éthique pour les professionnels de la santé ? Pour répondre à cette question, il est utile de considérer l'obligation éthique de défendre les intérêts publics non pas comme une dichotomie, mais comme un continuum. L'un d'entre nous (MKW) et Macpherson ont proposé cette approche en 2017 dans le

contexte du changement climatique, avec des responsabilités plus importantes à mesure que sept critères d'action sont remplis (tableau). Dans ce cadre, un clinicien serait le plus fortement tenu de s'engager dans la défense publique lorsqu'il dispose d'une expertise particulière pertinente, que son action est susceptible d'avoir un impact et que son échec serait très préjudiciable, que ses patients ou le public attendent de lui qu'il agisse, que peu d'autres personnes sont dans une position similaire pour agir et que son action ne met pas en danger sa propre sécurité ou son bien-être... ».

« ... En appliquant ces critères aujourd'hui, les professionnels de la santé ont la responsabilité de dénoncer les mesures gouvernementales qui nuisent à la santé et violent les droits humains dans les domaines où nous avons un accès unique, une expertise et la confiance du public... »

Point de vue de HHR - Les droits des femmes sont-ils enfin reconnus comme des droits humains ?

<https://www.hhrjournal.org/2025/07/07/are-womens-rights-human-rights-once-and-for-all/>

par F Bustreo et al.

Journal of Global Health - Point de vue de la rédaction : La valeur de l'information au XXIe siècle - exemples tirés de la science, de la médecine, de la politique, des médias et des marchés

Par I Rudan.

SS&M – Automutilation et suicide dans les établissements pénitentiaires des pays à revenu faible et intermédiaire : revue systématique et méta-analyse de la prévalence et des facteurs de risque

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277953625006938>

Par M Aon et al.

Tweets (via X & Bluesky)

Farhana Sultan

« Je le répète depuis des années : le changement climatique, c'est le changement de l'eau : trop, trop peu, au mauvais moment, au mauvais endroit, etc. Je me rends compte que j'ai dû expliquer cela à maintes reprises ces dernières années, car c'est la nature intrinsèquement hydrosociale du changement climatique qui rend ses effets si profonds à différents égards. »

